

**L'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**  
p 3

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**Unité  
ouvrière**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2081 - 20 juin 2008 - prix : 1 € - DOM 1,50 €

**Ensemble,  
les travailleurs  
ont la force  
de faire reculer  
la bourgeoisie  
et son  
gouvernement**

**Armée française :**

**Contre les peuples et au service  
des marchands d'armes**



## Leur société

- p. 4 ■ Non aux économies sur l'école
- Écoles de Loire-Atlantique : contre les mesures Darcos
- p. 5 ■ Le fichier « Base élèves »
- Parti Socialiste : un adieu aux « espérances révolutionnaires »
- Report du Comité interministériel des villes
- Prisons : une surpopulation explosive
- Au gouvernement comme dans le privé : toujours au service du patronat
- p. 6 ■ Parachutes dorés
- Alcatel-Lucent : six millions pour l'un, suppressions d'emplois pour les autres
- Les niches fiscales sont bien gardées
- Loi sur les surfaces commerciales : « Enrichissez-vous ! »
- p. 7 ■ Inflation... de mensonges !
- Prime de transport : Fillon ne fait qu'en parler
- La hausse des carburants
- Impuissance volontaire
- p. 16 ■ À quoi sert l'armée française ?
- Les dépenses militaires ne connaissent pas la crise

## Dans le monde

- p. 8 ■ République d'Irlande : désaveu pour la classe politique
- Union européenne : une « crise » qui est aussi celle d'un capitalisme sénile
- p. 9 ■ « L'aide » aux pays pauvres : le pillage continue
- Maroc : à Sidi Ifni, répression contre la population
- p. 10 ■ Belgique : manifestation pour le pouvoir d'achat
- Non à l'extradition de Marina Petrella !

## Dans les entreprises

- p. 11 ■ Philips EGF-Dreux : non aux licenciements !
- Thomson Rennes : la coupe est pleine
- Plastimo Lorient : un coup de colère
- p. 12 ■ Renault Flins (Yvelines) : flexibilité... avant rupture ?
- Au montage : on n'est pas des robots
- p. 13 ■ PSA Peugeot-Citroën Aulnay-sous-Bois :
- la fermeture d'une chaîne de montage
- PSA Mulhouse : le patron réinvente l'embauche à la journée
- p. 14 ■ Services des Impôts : la « mobilité professionnelle » ne passe pas
- Services financiers de La Poste (Paris)
- SNCF Paris-Austerlitz : les contrôleurs banlieue en ont plus qu'assez
- NMPP : le conflit continue
- p. 15 ■ Chantiers navals Aker-Yards - Saint-Nazaire : effets d'annonce
- Dans un restaurant d'entreprise de Brest
- Jarret-Structures Asnières : les salariés ripostent

## • Pour la régularisation des sans-papiers

# La lutte continue

**En Ile-de-France, ce sont toujours plus de 40 entreprises qui sont occupées par plusieurs centaines de grévistes sans papiers.**

Dans plusieurs entreprises, le travail a repris après l'obtention des papiers. Au restaurant de l'île à Issy-les-Moulineaux, les 19 salariés sans papiers ont enfin reçu de la préfecture des Hauts-de-Seine des titres de séjour provisoires et des récépissés de demande de carte de séjour, préalable à leur régularisation. Ils sont restés treize jours en grève avec occupation, tous solidaires. Ils ont obtenu la

régularisation et la réembauche de dix d'entre eux, qui avaient été licenciés en décembre 2007 faute de papiers en règle.

Pour le moment, les préfectures sont surtout sensibles aux interventions de ministres aidant certains de leurs amis à débloquer leur entreprise. Car globalement, elles exigent toujours plus de justificatifs et n'accordent souvent que des autorisations provisoires de séjour de trois ou d'un mois, voire d'une semaine... parfois sans autorisation de travail !

À Palaiseau, dans l'Essonne, 47 travailleurs sont en grève depuis le 14 avril. Ils occupent

un entrepôt de la société Millénum d'Igny. Spécialisés dans le nettoyage, ils sont souvent employés par la Ville de Paris. Ils ont tous des fiches de paie, cotisent à la Sécurité sociale, paient des impôts et un loyer, mais pour le moment seulement 32 ont reçu leur récépissé pour un titre de séjour.

Après deux mois de grève, sur les 1 500 dossiers de demandes de régularisation déposés dans cinq préfectures, environ 400 grévistes ont reçu des papiers. D'une préfecture à l'autre, les conditions posées ne sont pas les mêmes. Cette cacophonie est volontairement

organisée par le ministère d'Hortefeux. Le vendredi 13 juin, lors d'un meeting qui s'est tenu à la Halle Carpentier dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, devant deux mille personnes, la CGT a assuré qu'elle était prête à lancer une troisième vague de grèves et d'occupations, plus importante que les deux précédentes et qui toucherait cette fois une quinzaine de départements de province. Des milliers de salariés sont prêts à s'y engager pour contraindre le gouvernement à céder et à les régulariser.

**Louis BASTILLE**

# Ceux de BMS à Nanterre tiennent bon

**Comme 350 autres sur la région parisienne, les 46 travailleurs de BMS (Buisson Multi Services) sont maintenant en grève depuis quatre semaines et leur détermination reste intacte, d'autant que tous leurs dossiers sont passés en préfecture.**

Ces travailleurs sont contraints depuis des années de travailler clandestinement (sans bulletins de salaire), pour des rémunérations payées à la journée, versées de façon aléatoire (certains n'ont rien touché depuis deux mois) par des chèques, virements émis par différentes sociétés ou en espèces. Leur employeur, sous-traitant de sous-traitant, œuvre dans la récupération de déchets du bâtiment.

Ces travailleurs doivent manipuler des gravats contenant toutes sortes de matériaux dont certains sont dangereux (amiante, plomb), sans masque ni aucune protection. D'autres sont manœuvres sur des chantiers dispersés sur la zone d'aménagement Seine-Arche à



la limite de La Défense et de Nanterre.

Au bout d'un jour de grève, leur patron acceptait de leur faire à tous un contrat de travail, ce qui répond à un des deux critères exigés du gouvernement, l'autre étant de travailler dans un secteur d'activité sous tension, c'est-à-dire rencontrant des difficultés de recrutement, ce qui est aussi leur cas.

La préfecture des Hauts-de-Seine leur a accordé un récé-

pissé d'un mois dans l'attente de leur carte de séjour salarié mais, s'ils ressentent cela comme une petite victoire, ils restent méfiants car la préfecture exige qu'ils répondent à d'autres critères : présence ou activité salariée depuis quatre ans sur le territoire, ce qui est leur cas à tous mais est bien sûr par définition difficile à prouver.

La solidarité s'est organisée : les repas du midi sont fournis

par la mairie de Nanterre et ceux du soir sont préparés dans les foyers où ils résident. Des tours de garde sont organisés la nuit, certains dorment dans les véhicules de chantier ou sous des barnums fournis par l'Union locale CGT.

Les attermoissements de la préfecture doivent cesser. Ceux qui travaillent ici, qui vivent ici, doivent être régularisés !

**Correspondant local**

## LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyiste)  
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20  
Télécopie : 01 48 10 86 26

### Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

### Adresser toute correspondance à :

**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

**ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande



## Ensemble, les travailleurs ont la force de faire reculer la bourgeoisie et son gouvernement

La dernière en date des infamies du gouvernement est cette nouvelle loi sur « l'offre raisonnable d'emploi » qui consiste à obliger le chômeur à accepter n'importe quel emploi précaire, partiel, mal payé, et s'il ne l'accepte pas, son allocation de chômage sera d'abord diminuée, ensuite supprimée.

Il ne se passe pratiquement pas une semaine sans une de ces « réformes » qui, sous prétexte de déficit du budget de l'État ou de la Sécurité sociale, visent à vider les poches des salariés, des chômeurs, des retraités pour ne pas prendre aux riches, voire pour remplir encore plus leurs coffres-forts.

Et puis, il y a les attaques permanentes et directes du patronat lui-même : les restructurations ou les délocalisations qui se traduisent par des suppressions d'emplois ; la généralisation de la précarité ; le blocage des salaires ou leur augmentation dérisoire, alors que les prix s'emballent depuis plusieurs mois. Rien que la hausse extravagante du prix du carburant est une agression brutale contre le pouvoir d'achat de tous les salariés.

Cela ne peut et ne doit pas continuer.

Et pourtant, le gouvernement comme le patronat continueront à attaquer les classes laborieuses tant qu'ils ne se heurteront pas à une contre-attaque puissante du monde du travail.

Tous les salariés subissent les hausses de prix alors que les salaires ne suivent pas. Tous les travailleurs subissent les attaques gouvernementales contre les retraites, contre le remboursement des soins. Tout le monde du travail, et pas seulement les chômeurs, subit directement ou indirectement le poids du chômage et l'insécurité de l'emploi.

C'est tous ensemble que les travailleurs ont la force, la puissance sociale, pour menacer réellement la bourgeoisie et son pouvoir politique et pour les contraindre à reculer.

Ce serait aux centrales syndicales de préparer et d'organiser la contre-offensive des travailleurs. Elles ne le font pas. Elles ne cherchent à contraindre ni le gouvernement ni le patronat. Le rôle qu'elles entendent jouer, c'est celui d'avocat des travailleurs autour d'une table de négociations. Le patronat et le gouvernement mènent

avec brutalité leur lutte de classe, mais les confédérations syndicales refusent d'organiser celle des travailleurs. Elles émiettent le mouvement avant même qu'il soit déclenché. Elles appellent les différentes catégories de travailleurs les unes après les autres et sur des revendications différentes.

Comment les travailleurs peuvent-ils se retrouver dans ces appels dispersés branche par branche, catégorie par catégorie ? Comment les militants syndicaux eux-mêmes pourraient-ils expliquer cette dispersion à leurs camarades de travail et tenter de les mobiliser quand même ? Il faut croire que les centrales syndicales cherchent à décourager les travailleurs, à les convaincre que les journées d'action ne marchent pas et que cela ne vaut pas la peine de perdre une journée de salaire !

Cette semaine encore, il y a plusieurs appels dispersés à des journées d'action spécifiques, les salariés du ministère de la Défense un jour, ceux du ministère de la Santé le lendemain, sans parler des dockers et du personnel de la télévision et de la radio publiques.

Il ne faut pas s'étonner dans ces conditions que la journée d'ensemble à laquelle ont fini par appeler les dirigeants syndicaux, le 17 juin, ait moins bien marché que ce qu'ils annonçaient.

Mais que le patronat et ses serviteurs du gouvernement ne s'en réjouissent pas trop bruyamment ! Ils n'ont pas seulement affaire aux directions syndicales, qui ne cherchent qu'une place autour de la table de négociation. C'est le monde du travail dans son ensemble qui n'en peut plus.

Et que l'on se souvienne qu'en Mai 68 si les confédérations syndicales ont, à l'époque, appelé à une journée de grève générale, c'est parce que le mouvement était parti de la base et qu'elles n'avaient pas le choix, si elles ne voulaient pas se déconsidérer complètement et se faire déborder.

La colère qui finira par exploser forcera la main des directions syndicales et pourra alors se déployer pleinement contre le patronat et le gouvernement.

Arlette LAGUILLER

## Après le 17 juin

Reconnaissant que la journée du 17 juin n'avait pas été un réel succès, Bernard Thibault et François Chérèque ont trouvé une explication : « La division syndicale a manifestement pesé ». Sans doute. Mais la « division syndicale », ce n'était pas seulement le fait que FO, l'UNSA, la CFTC et la CGC, opposées à l'accord remettant de fait en cause leur représentativité que la CGT et la CFDT ont signé avec le Medef, soient restées sur la touche. C'est aussi et surtout le savant éparpillement des luttes opéré depuis des mois, pour ne pas dire des années, par la CGT, la CFDT et la FSU qui appelaient à manifester le 17 juin. Pour ne

prendre que ces dernières semaines, la Fonction publique a été appelée seule à la grève le 15 mai, les enseignants à manifester le 18 mai, l'ensemble des salariés à une journée d'action le 22 mai, la Fonction publique de nouveau seule à la grève le 10 juin. Et tout cela, sans que jamais les directions syndicales n'expliquent dans le cadre de quel plan de mobilisation s'inscrivent ces actions... pour la simple raison qu'elles n'en ont pas, et ne veulent pas en avoir.

Autre explication fournie par les organisateurs des manifestations du 17 juin : les travailleurs n'auraient pas compris l'enjeu. « S'agissant du temps de travail, écrit l'Humanité du 18 juin, mais

la remarque vaut aussi pour la retraite, beaucoup reste à faire pour qu'apparaisse, aux yeux du plus grand nombre, le bouleversement que représente, pour le droit du travail et pour les conditions de vie des salariés, le projet gouvernemental de déréglementation. » Et l'Humanité de citer Chérèque : « Il faut du temps pour expliquer aux salariés qu'on est en train de les tromper. » Mais de qui le dirigeant de la CFDT se moque-t-il ? La grande majorité des salariés sont parfaitement conscients que patronat et gouvernement s'en prennent à leurs conditions de travail et à leur niveau de vie. Seulement, ils ne croient pas, et à juste titre, que les actions proposées par les

directions confédérales puissent imposer un changement de politique. Quand les travailleurs répondent à leurs appels, c'est dans leur immense majorité pour signifier qu'ils ont « ras le bol », pas dans l'espoir de faire reculer le patronat et le gouvernement.

Après avoir signé avec le Medef un accord sur l'organisation du temps de travail qui donnait toute satisfaction au patronat, les dirigeants de la CGT et de la CFDT se sont vexés de voir le gouvernement en rajouter une couche sans même les consulter. Ils veulent se voir reconnus par celui-ci comme des interlocuteurs incontournables. Et ce n'est que

pour cela qu'ils mobilisent de temps en temps les travailleurs, en faisant tout pour que cette mobilisation ne débouche pas sur une lutte d'ensemble, susceptible d'ébranler le patronat et son État. Bernard Thibault a eu beau dire, le 17 juin : « Nous allons travailler à une rentrée en fanfare », cette rodomontade risque de se traduire par du pipeau, s'il ne tient qu'à lui et aux autres dirigeants des confédérations syndicales.

Mais l'histoire est riche d'exemples où les travailleurs ont contraint les directions syndicales à aller bien plus loin que ce qu'elles souhaitaient.

François DUBURG

## • « Nuit des écoles »

# Des parents mobilisés dans 700 écoles

**Le vendredi 13 juin, des parents de près de 700 écoles réparties dans 56 départements ont occupé, dans le cadre d'une « nuit des écoles » pour protester contre les mesures prises par le ministre de l'Éducation nationale, Xavier Darcos.**

Les sujets de mécontentement sont nombreux : semaine de quatre jours, alourdissement des programmes qui laissent de côté les disciplines d'éveil culturel, soutien scolaire assuré après l'école par des enseignants en heures supplémentaires, et non plus par du personnel spécialisé sur le temps de l'école, et suppressions de postes d'enseignants. Sont en effet supprimés nombre de postes d'enseignants qui apportaient une aide particulière, comme ceux de maîtres animateurs en sciences, ou encore d'enseignants des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (Rased), ainsi que des enseignants remplaçants. Il n'est pas rare que des élèves du primaire se retrouvent sans enseignant parce que celui-ci n'a pas été remplacé durant son arrêt maladie.

Mais ce qui mobilise beaucoup enseignants et parents depuis des mois, un peu partout dans le pays, ce sont les fermetures de classes. Une classe fermée dans une école signifie que les enfants seront répartis sur les classes restantes, qui verront donc leurs effectifs augmenter. Pour la maternelle, le ministère a même fixé un « seuil d'ouverture » à 33 élèves ! Autant dire qu'avec un tel seuil un grand nombre de classes de maternelle sont menacées. Le gouvernement cherche à faire des économies tout particulièrement sur l'école maternelle, sous le prétexte que l'école avant 5 ans ne serait pas indispensable. Et pourtant elle l'est, pour l'apprentissage de la langue en particulier, surtout pour les enfants dont la langue française n'est pas la langue maternelle.

Alors que les occupations, les délégations à l'inspection académique, les journées école morte continuent, Darcos dit haut et fort qu'il restera inflexible. D'autres ministres de l'Éducation ont affiché la même attitude... avant de céder.

Aline RETESSE

## • Écoles de Loire-Atlantique

# Contre les mesures Darcos et les violences policières



**Dans les écoles de Loire-Atlantique, la fin de la grève reconductible des enseignants du primaire contre les mesures du ministre Darcos a été votée en assemblée générale de grévistes le 27 mai, mais avec la volonté de ne pas baisser les bras et donc de continuer par des mobilisations plus ponctuelles et médiatiques, à l'image des pêcheurs ou des routiers.**

C'est ainsi que la raffinerie de Donges a été en partie bloquée deux heures, ainsi que le pont de Saint-Nazaire. Tous les jours, enseignants et parents d'élèves ont distribué des tracts aux ronds-points avec des « opérations escargot » sur la périphérie de Nantes, par exemple.

Parallèlement à ces actions, une trentaine d'écoles étaient encore occupées par les parents samedi 7 juin et la tension est montée d'un cran le mercredi 11, avec l'évacuation

musclée de l'inspection académique qui était occupée depuis 16 heures. Lors de cette évacuation un enseignant de l'école de la commune de Basse-Indre a été arrêté, mis en garde à vue pour violence à agent et accusé d'avoir cassé le doigt d'un policier.

Convoqué au commissariat central de Nantes le vendredi matin à 9 heures pour être entendu, cet enseignant ne fut relâché que l'après-midi à 16 heures. Durant tout ce temps, 100 à 300 personnes

sont restées mobilisées devant les portes, exprimant bruyamment leur soutien au collègue, qui comparaitra devant la justice en février 2009. Il risque la radiation de l'Éducation nationale s'il est condamné, et une forte amende.

Le soir même, 195 écoles du département étaient occupées pour la nuit par les parents et, samedi 14 juin encore, un millier de personnes protestaient dans les rues de Nantes contre le plan Darcos et demandaient qu'aucune sanction disciplinaire ou juridique ne soit prise à l'encontre de l'enseignant.

Des assemblées générales d'enseignants sont d'ores et déjà prévues dès la rentrée de septembre.

Correspondant LO

## • Le fichier « Base élèves »

# Big Brother dans les écoles

**Expérimenté depuis 2005, le fichier informatique de données « Base élèves », rempli par les directeurs d'école lors de l'inscription des enfants dans quatre-vingts départements actuellement, devrait être généralisé en 2009.**

Prétendument destiné à faciliter la gestion des élèves, à les suivre dans leur parcours scolaire et à fournir des données à l'académie et au ministère, « Base élèves » est, depuis des mois, contesté par les associations de parents d'élèves, de nombreux enseignants et leurs syndicats, et la Ligue des droits de l'homme.

Entre autres informations concernant l'enfant, le fichier était destiné à enregistrer la nationalité, la date d'entrée sur le territoire, la langue parlée à la maison et la « culture d'origine » des élèves. Devant les

nombreuses protestations, ces questions ont déjà été retirées du fichier en octobre 2007. Mais restaient des paragraphes portant sur la profession, la catégorie sociale des parents, la situation familiale de l'enfant, son absentéisme et ses besoins éducatifs particuliers. Stocké au niveau de l'académie, prévu pour être partiellement accessible aux maires, « Base élèves » pourrait donc constituer, non un outil de gestion, mais un véritable fichage des enfants, dès la maternelle. Croisé avec d'autres fichiers, compte tenu notamment de la loi de mars

2007 sur la « prévention de la délinquance », qui encourage les travailleurs sociaux et les maires à utiliser les données scolaires et qui prévoit que les établissements scolaires « participent à la prévention de la délinquance », « Base élèves » a de quoi inquiéter.

Comparé au registre papier traditionnel qui ne consignait que quelques informations relatives à l'identité de l'enfant, de ses responsables, à son école précédente, ce logiciel permet certes un bond quantitatif. Mais dans quel but ? La gestion des élèves et de leur scolarité se fait à l'échelle d'une école, du groupe d'adultes qui suit son apprentissage. À quoi bon un fichier académique, voire national, auquel certains enseignants

signalent avoir pu librement accéder sur internet ? Quant à participer « à la prévention de la délinquance », cela semble un rôle évident pour une école et ses personnels, même si l'expression fleure un peu trop le képi et les barreaux de prison. Mais pour cela il faut appliquer une politique éducative riche et large, c'est-à-dire donner à l'école les moyens suffisants en adultes encadrants et en financements. N'est-ce pas l'orientation exactement inverse que suit actuellement le gouvernement, avec ses scandaleuses économies sur l'éducation nationale, fermetures de classes et milliers de suppressions de postes compris ?

Le ministre, Darcos, vient d'annoncer un nouvel allége-

ment du questionnaire, les paragraphes sur la situation sociale de la famille devenant facultatifs. Il n'en demeure pas moins que cette version « soft » constitue un fichage inutile, potentiellement dangereux et... forcément coûteux – à un moment où, au nom des économies, on rogne sur des dépenses qui seraient autrement utiles – de six millions et demi d'enfants pendant les six ou sept ans de leur scolarité en maternelle et en primaire. C'est un fichier de plus entre les mains de l'administration et de l'État, qui n'en ont déjà que trop !

Viviane LAFONT

## • Parti Socialiste

# Un adieu aux « espérances révolutionnaires » qui vient de loin

Samedi 14 juin, le Parti Socialiste a adopté sa nouvelle « déclaration de principes » à une écrasante majorité : 518 délégués à la convention votant pour, 17 s'abstenant et trois seulement votant contre. Tous les ténors du parti se sont donc retrouvés d'accord, malgré leurs rivalités affichées dans la course au poste de premier secrétaire, qui doit être élu en novembre au congrès de Reims. Ils ont voté un texte qui affirme que « le Parti Socialiste est un parti réformiste » qui entend « exercer les responsabilités de gouvernement à tous les niveaux, afin de changer la société ». C'est effectivement une ambition qui est commune à tous ces dirigeants.

En se définissant comme « réformiste », le PS ferait un pas décisif sur la voie de la modernisation en rompant avec son passé marxiste et révolutionnaire. Mais, pour voir cela dans la nouvelle « déclaration de principes », il faut avoir de drôles de lunettes, car cela fait belle lurette que le PS et ses homologues à l'échelle internationale (car il existe encore une Internationale socialiste) ont rompu avec toute idée de collectivisation des moyens de production, qui était la base de son programme à sa naissance.

D'ailleurs il a fallu le vote de ce nouveau texte pour faire sortir de l'oubli la déclaration de

principes précédente, qui définissait le PS comme un « parti de rassemblement qui met le réformisme au service des espérances révolutionnaires », tant il est oiseux de chercher dans la politique menée sous Mitterrand ou sous Jospin en quoi elle a été au service des « espérances révolutionnaires ». Et cela sans remonter aux Guy Mollet, Jules Moch et autres.

Le prétendu « réformisme » du PS, en aidant le patronat à faire payer la crise aux travailleurs, a plutôt brisé les espérances et conduit à la résignation, voire au désespoir.

Que le PS ait supprimé une référence à des « espérances

révolutionnaires » que tout le monde avait oubliées, qu'il se réaffirme haut et fort parti « réformiste », « partisan d'une économie de marché », même s'il précise qu'elle doit être « sociale, écologique et régulée par la puissance publique », ne change rien à ce qu'il est. Il incarne depuis longtemps la faillite du réformisme pour améliorer le sort des travailleurs ; et a contrario, involontairement, la preuve que seule la perspective révolutionnaire peut représenter l'espoir d'un monde débarrassé de l'économie de marché, de ses injustices et de ses catastrophes.

Cédric DUVAL

## • Prisons

# Une surpopulation explosive

On s'attendait à une surpopulation des prisons qui dépasse le record de 2004 : c'est fait ! Et même pire. Avec 63 838 détenus au 1<sup>er</sup> juin pour 50 746 places, les prisons françaises battent tous les records depuis la fin de la guerre. Avec un taux de densité carcérale de 125 %, alors que la moyenne est de 102 % dans les 47 États membres du Conseil de l'Europe, la France est à l'avant-dernière place, juste avant la Bulgarie et ses 159,5 %.

Un détenu de la maison d'arrêt d'Osny dans le Val-d'Oise, qui n'est pas la pire des prisons françaises mais qui atteint un taux de surpopulation de 138 %, déclarait récemment à France-Info : « On est ni plus ni moins que du bétail élevé

en batterie ». Et le directeur de la prison confirmait que, malgré l'existence d'une infirmerie et la présence de personnel médical, sauf en cas d'urgence, il faut attendre plusieurs jours, voire même une semaine, un rendez-vous avec le médecin.

La politique du gouvernement Sarkozy est en train de donner le coup de grâce à un système depuis longtemps délabré : une législation de plus en plus répressive, une lenteur de l'appareil judiciaire, qui va s'accroître avec la fermeture de tribunaux, ne peuvent qu'aggraver la situation. Et malgré une campagne sécuritaire focalisée sur les dangereux récidivistes, qui vise à flatter l'électorat réactionnaire, ce sont les

détenus non encore jugés et les condamnés à de courtes peines qui se trouvent dans la situation la plus critique : celle des maisons d'arrêt.

Le projet de loi pénitentiaire de Rachida Dati n'y changera rien. On y trouve quelques mesures censées diminuer la surpopulation carcérale, telles que l'assignation à résidence avec l'usage du bracelet électronique pour remplacer la détention provisoire et une partie des courtes peines. Mais pour assurer le suivi de ces assignés à résidence, il n'est prévu aucun moyen supplémentaire ; les travailleurs sociaux pénitentiaires, les conseillers d'insertion et de probation, croulent déjà sous le travail. En revanche ce qui va

prendre effet sans problème – et pour cause – c'est le report de l'encellulement individuel : prévu pour 2003, puis pour le 15 juin 2008, il est repoussé à... 2013. Le prisonnier en détention provisoire pourra faire une demande de cellule individuelle... et continuer à survivre dans 9 m<sup>2</sup> avec un ou deux codétenus, en attendant la réponse.

Après les mesures répressives, ce projet devait mettre en œuvre le « respect de la dignité » des détenus : il ne leur donne même pas le droit minimum de vivre autrement que dans la promiscuité et la violence.

Sylvie MARÉCHAL

## • Au gouvernement comme dans le privé

# Toujours au service du patronat

Thierry Breton, ancien ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie sous les gouvernements Raffarin et Villepin, devrait être promu au conseil d'administration du groupe Carrefour, au côté de Bernard Arnault, PDG de LVMH. Pas pour s'occuper du panier de la ménagère, car ce monsieur a d'autres talents. Dans le privé comme dans le public, il est avant tout tueur d'emplois.

Après un passage au ministère de l'Éducation nationale en 1986, il entre chez Bull, comme administrateur et vice-président. Après des coupes massives dans les effectifs, il privatise les activités rentables. En 1997, il

est nommé par le gouvernement à la tête de Thomson, où il supprime à nouveau des milliers d'emplois et obtient de l'État une généreuse recapitalisation, pour le plus grand profit des actionnaires. En 2002, c'est à la tête de France Télécom qu'il est promu, pour supprimer des dizaines de milliers d'emplois et engager la privatisation de ce service public.

À la tête du

ministère de l'Économie, Breton pourra s'attaquer en grand au niveau de vie de tous les sala-

riés et retraités : « La France vivait au-dessus de ses moyens », osait-il déclarer. C'est lui qui a imaginé le bouclier fiscal pour les grosses fortunes, mesure appliquée depuis par Sarkozy. Soupçonné d'avoir favorisé les délits d'initiés à EADS et d'être intervenu pour le versement des 8,5 millions d'euros du parachute doré de Noël Forgeard, il a juré « n'avoir été au courant de rien ». Personne ne peut affirmer qu'il ment, mais le fait qu'Arnault, grand capitaliste au demeurant, le prenne au conseil d'administration de Carrefour est une preuve de ses talents au service du capital.

Louis BASTILLE



## • Report du Comité interministériel des villes

# Plan banlieue... ou plan B ?

« Je suis sereine, j'ai obtenu ce que je voulais (...), je suis très optimiste pour le plan banlieue », a déclaré Fadela Amara dans une interview au Journal du Dimanche paru le 15 juin.

Cette déclaration a de quoi surprendre, puisqu'elle intervient après que le gouvernement a annoncé le report du Comité interministériel des villes (CIV) qui devait détailler les projets du plan banlieue présenté en février dernier. Il ne faut y voir aucune mauvaise volonté, estime la secrétaire d'État à la Ville, c'est juste que les ministres ont un emploi du temps tellement surchargé qu'il est difficile de les réunir en même temps !

L'actuel plan « Espoir banlieue » avait la particularité de ne pas coûter trop cher à l'État, puisqu'il reposait essentiellement sur un redéploiement des crédits : chaque ministre était invité à réfléchir sur la façon dont il pourrait financer des projets concernant l'emploi, l'éducation, le logement, les transports, etc. Jusqu'à présent, seuls 500 millions d'euros ont été promis pour désenclaver les quartiers en créant des lignes nouvelles de transports en commun.

Pour limité que soit ce plan, les ministres traînent des pieds à dégager des crédits ; Fadela Amara elle-même reconnaît avoir été obligée de les « tanner » pour qu'ils s'en préoccupent. Mais pour tous ces gens-là, il est évident qu'améliorer la vie des habitants des banlieues défavorisées ne constitue pas une priorité, et il y a de fortes chances que ce plan ne soit qu'une coquille vidée de tout contenu, comme il en a été du RSA (revenu de solidarité active) proposé par Martin Hirsch, un autre « ministre d'ouverture » de Nicolas Sarkozy qui, comme sa consœur Amara, ouvre sur du vide.

Marianne LAMIRAL

## • Parachutes dorés

# Ils ne sont pas près de se mettre en torche

Xavier Bertrand, le ministre du Travail, a sommé les organisations patronales de trouver une solution au problème des parachutes dorés, ces primes de départ souvent astronomiques pour cadres dirigeants. Faute de quoi le gouvernement légiférerait sur cette question. Bertrand a notamment déclaré qu'on ne peut pas avoir d'un côté « des gens qui sont à un peu plus de 1 000 euros net par mois et de l'autre la dirigeante qui se fait verser un parachute doré de six millions d'euros », allusion transparente à Patricia Russo, PDG d'Alcatel Lucent, une entreprise dont le cours de l'action a baissé de moitié en 2007. Pour un peu Bertrand se serait fait photographier avec un couteau entre les dents, au milieu d'un piquet de grève devant une usine Alcatel !

Sarkozy, lors de sa campagne électorale, avait déjà promis de mettre fin aux parachutes dorés. Une loi en ce sens a été votée le 22 août 2007. Elle stipulait que « sont interdits les éléments de rémunération, indemnités et avantages dont le bénéficiaire n'est pas subordonné au respect de conditions liées aux performances du bénéficiaire ». Cela visait explicitement les cadres dirigeants qui quittent

une entreprise en touchant le gros lot, par exemple celui d'Airbus qui avait empoché plus de huit millions d'euros d'indemnités alors même que l'entreprise était déclarée en difficulté. Cette loi a eu si peu d'effet que même Bertrand semble ignorer aujourd'hui son existence !

Toutes les déclarations tonitrueuses, de Sarkozy à Bertrand, ne sont que propos démagogiques.

Même dorés sur tranche, les PDG peuvent dormir sur leurs deux oreilles, d'autant que leurs salaires, indemnités et autres parachutes ne représentent qu'une petite partie du produit de l'exploitation des travailleurs. La plus grosse va aux grands actionnaires qui, eux, de toute façon, ne sont jamais inquiétés, même en paroles.

Paul GALOIS



## • Alcatel-Lucent

# Six millions pour l'une, suppressions d'emplois pour les autres

L'assemblée générale des actionnaires d'Alcatel-Lucent, vendredi 30 mai à Paris, a confirmé le parachute doré de six millions d'euros pour Patricia Russo, la PDG, la plaçant à la première place de cette catégorie avec le PDG d'Accor, selon une étude publiée par *Le Monde* samedi 31 mai.

Six millions d'euros, cela correspond au salaire d'un ingénieur chef de service très bien payé (12 500 euros par mois) pendant... quarante ans, une vie de travail !

Rappelons simplement que Patricia Russo est devenue PDG d'Alcatel-Lucent en novembre 2006. Même si l'on compte ses quatre ans de PDG de Lucent auparavant, cela fait six ans d'ancienneté.

La presse s'est fait l'écho de

ces indemnités scandaleuses. Mais le montant de ces indemnités vient justement d'être confirmé par le vote à 80 % des actionnaires. Des actionnaires qui n'ont rien dit sur les plans de suppressions d'emplois qui se succèdent en cascade depuis la fusion d'Alcatel et de Lucent.

Des premiers pourparlers de fusion avaient eu lieu en 2001, mais qui n'ont pas donné de suite. À l'époque, Alcatel c'était 130 000 salariés et Lucent 126 000. Lorsqu'à nouveau des discussions ont eu lieu entre les deux entreprises en 2006, il ne restait plus que 30 000 salariés chez Lucent et 58 000 chez Alcatel.

De fait, l'annonce de la fusion en avril 2006 s'accompagnait de 9 000 suppressions d'emplois, 10 % des effectifs

totaux ! Quelques mois plus tard, quand la fusion est devenue effective, le chiffre de suppressions d'emplois dans le monde est passé à 12 500. Et puisque la soi-disant rentabilité n'était pas au rendez-vous, 4 000 nouvelles suppressions d'emplois ont été annoncées en 2007.

Alors, bien sûr, ces six millions d'euros sont scandaleux. Cela prépare peut-être le changement de PDG, cela rassurera peut-être les actionnaires mais certainement pas les salariés !

Tant que de tels soi-disant responsables, complètement irresponsables, dirigeront l'économie, ils nous mèneront à la catastrophe sociale.

Correspondant LO

# Les niches fiscales sont bien gardées

Depuis la parution, le 5 juin, du rapport de la mission d'information sur les niches fiscales, le gouvernement en la personne de Christine Lagarde avait annoncé sa volonté de s'attaquer à celles-ci, « niche après niche » s'il le fallait, avait même dit le ministre. Elle espérait en ramener des millions d'euros, puisque entre 2003 et 2008 le manque à gagner pour l'État était passé de 50 à 73 milliards d'euros. À une époque où Sarkozy annonce que les caisses de l'État sont vides, les propos de Christine Lagarde pouvaient paraître frappés au coin du bon sens.

Appréciant peut-être mal le vide de la pensée de Lagarde, ses amis de l'UMP se sont prononcés le jeudi 12 juin, à l'ouverture de leur

« convention sociale », pour un « plafonnement global des niches fiscales ». Devedjian s'est même lancé dans une diatribe contre ces contribuables normalement redevables de plus de 800 000 euros d'impôts mais qui, après déductions, réductions et dégrèvements et en cumulant des niches fiscales, ont droit à un chèque du Trésor public...

Mais protégez-moi de mes amis, a dû se dire Lagarde, qui s'est empressée de refuser ce plafonnement, laissant apparaître que toutes ses déclarations antérieures sur les « niches fiscales » n'étaient que pure démagogie. Et finalement celle qui devait y aller « niche après niche » s'est muée en chienne de garde des niches fiscales.

Cédric DUVAL

## • Loi sur les surfaces commerciales

# « Enrichissez-vous ! »

« Depuis 1973, nous nous sommes trompés, aussi bien la droite que la gauche. Nous pensions pouvoir entraver le développement des grandes surfaces et mieux protéger le petit commerce avec des mesures d'autorisation préalable à l'ouverture des activités commerciales. Non seulement nous n'avons pas entravé les grandes surfaces, mais nous n'avons même pas protégé le petit commerce. » Chargé de défendre le projet de loi du gouvernement sur les grandes surfaces, c'est en ces termes que le député UMP Jean-Paul Charrié a attaqué les lois Royer et Raffarin qui réglementent actuellement les implantations commerciales.

Il est vrai que le nombre de mètres carrés de surfaces commerciales autorisé annuellement a été multiplié par trois en dix ans, alors que les lois étaient censées avoir constitué des freins à leur

implantation. « De plus, a ajouté le député UMP, les prix ne sont pas forcément plus bas qu'à l'étranger, ils sont même parfois, particulièrement pour les produits de grande marque, plus élevés. »

De là à conclure qu'il faudrait contrôler la comptabilité de Carrefour, Auchan, Leclerc, Lidl et Aldi pour limiter leurs appétits de bénéfices, il n'y aurait qu'un pas... que le député ne franchit évidemment pas. Car ce dont il est question dans la loi, c'est au contraire de donner le feu vert aux grands groupes qui contrôlent les centrales d'achat, les grandes surfaces et le hard discount, en les laissant libres de continuer à pratiquer des ententes pour éviter de se concurrencer. C'est ce qu'on appelle la liberté de commerce.

J.S.

## Vases communicants

L'impôt sur la fortune, qui ne rapporte déjà pas grand-chose, va rapporter 400 millions d'euros de moins cette année à l'État.

Les nantis ne cessent pourtant pas de s'enrichir. Mais de nouveaux trucs

légaux, comme investir dans les PME, leur permettent de réduire encore plus leur ISF, voire de ne pas en payer du tout.

Après ça, Fillon et Sarkozy diront que les caisses de l'État sont vides !

## • Inflation...

# de mensonges !

D'après les chiffres diffusés lundi 16 juin par l'Office européen de la statistique, l'inflation aurait atteint en mai 3,7 % sur un an, chiffre qui inquiète même les économistes souvent payés pour peindre la réalité en rose. Pourtant ces 3,7 % d'augmentation sont bien loin de correspondre à la réalité que vivent les classes populaires, touchées de plein fouet par l'explosion des prix des produits alimentaires de base et des carburants.

Pour elles, la situation n'a cessé de se détériorer. De 2000 à 2006, le fuel a augmenté de 72 %, la baguette de 85 %, le lait de 183 %, la laitue de 118 %. Ces derniers mois, tout s'est encore accéléré. Ainsi, dans les grandes surfaces qui se vantent de pratiquer des prix plus bas qu'ailleurs, rien que sur le dernier trimestre, la farine premier prix a fait un bond de 26,8 %,

les pâtes de près de 10 %, le fromage de 8 à 13 %.

Or non seulement les salaires sont bloqués depuis plus de vingt ans, mais nombre de travailleurs ont vu leur revenu baisser suite à des périodes de chômage. Plus de sept millions de travailleurs vivent aujourd'hui avec moins de 780 euros par mois, c'est-à-dire sous le seuil de pauvreté. Plus de 2 500 000 sont payés au smic ; 30 % des salariés à temps plein touchent un salaire inférieur à 1,3 fois le smic, et c'est là sans compter tous ceux qui vivent d'un travail en intérim.

Pour les familles les plus pauvres le budget logement est passé de 31 % à 44 %. Le poids des dépenses incompressibles, loyer, assurance, etc., représente pour 20 % des familles les plus pauvres 75 % de leur budget. Dans ces conditions, l'augmentation de l'essence et des



Pendant que les automobilistes font le plein, les pétroliers remplissent leurs coffres.

produits alimentaires de base signifie que de plus en plus de familles n'ont plus d'autre choix que d'économiser... sur l'essentiel, c'est-à-dire sur les vêtements, mais surtout sur la nourriture, jonglant pour faire

les courses d'un magasin discount à un autre.

Alors la faute à qui ? L'euro, Bruxelles, la « conjoncture », souvent désignés, peuvent de moins en moins masquer les vrais responsables, tous les

actionnaires des multinationales du pétrole, de l'agro-alimentaire ou de la grande distribution, qui ne cessent d'augmenter leur marge bénéficiaire.

Aline RETESSE

## • Prime de transport

# Fillon ne fait qu'en parler

Le trajet domicile-travail coûte de plus en plus cher aux salariés, obligés bien souvent d'habiter loin de leur lieu de travail à cause des prix de l'immobilier. Mais aujourd'hui ils ont aussi à supporter la dépense supplémentaire occasionnée par la hausse des carburants, nullement compensée par une augmentation de salaire équivalente. Même si, pour l'instant, la grogne ne se traduit pas en actions, le gouvernement s'est senti obligé de faire des promesses, bien vagues certes, sur une possible prime de transport pour les salariés.

Jeudi 12 juin, le Premier ministre François Fillon a annoncé qu'il prévoyait une aide financière qui pourrait être versée aux salariés pour faire contrepoids au renchérissement du carburant. Mais qui en bénéficiera, quand et sous quelle forme ? C'est là que les choses deviennent plus floues.

Fillon a d'abord affirmé que cette aide avait pour vocation « d'encourager les transports en commun » et qu'elle n'irait aux salariés que « lorsqu'il n'y aura pas d'autre solution ». Ainsi, le travailleur qui habite près d'une gare de banlieue et qui prend sa voiture pour rejoindre une autre banlieue parce que cela lui économise une heure de trajet et trois correspondances, ou parce qu'il a des horaires décalés, n'aurait pas droit à cette prime, selon la logique gouvernementale.

Ensuite, au cas où la prime pourrait être versée par les employeurs, Fillon envisage pour ces derniers le soutien de l'État

« sous forme d'une aide fiscale » dont le montant et les modalités seront à établir. Autrement dit, le gouvernement y va sur la pointe des pieds pour demander aux patrons de financer un tant soit peu les transports de leurs employés.

De toute façon, Fillon a annoncé que tout devra être discuté entre les patrons et les syndicats, et que le versement de cette prime ne pourrait se faire avant la rentrée prochaine, si jamais elle voit le jour...

Ce n'est pas par plaisir que les salariés prennent leur voiture pour se rendre à leur travail mais parce que, bien souvent, ils n'ont pas d'autre choix. La plupart des entreprises ont laissé tomber les services de ramassage de leurs employés. La faiblesse des transports en commun, très insuffisants dès qu'on s'éloigne des centres urbains, l'isolement de beaucoup de logements, qu'ils soient individuels ou en cités, les horaires décalés ou à temps partiel obligent les salariés à prendre leur véhicule privé, qui leur sert bien plus souvent pour le travail que pour les loisirs.

Alors oui, il faudrait pour tous les travailleurs que les frais de transport soient supportés par les patrons, puisque c'est pour eux que les salariés se déplacent.

Marianne LAMIRAL

## La hausse des carburants frappe de façon inégalitaire

Le journal *Le Parisien* du vendredi 13 juin a publié quelques chiffres montrant que l'augmentation des carburants pèse en premier lieu sur les travailleurs les plus modestes, en valeur absolue comme en pourcentage.

À cause des prix de l'immobilier, les plus pauvres ont été chassés des centres-ville, et moins ils ont de revenus, plus ils s'en éloignent. Ainsi, selon une étude, un cadre travaille en moyenne à 18 kilomètres de son lieu de résidence, mais un ouvrier à 40 km, dans des zones souvent mal ou pas desservies par des transports en commun, ce qui les oblige à prendre leur voiture et à dépenser plus en carburant.

De façon générale, les déplacements occupent désormais la seconde place dans le budget des ménages, derrière l'immobilier et avant l'alimentation ; ils s'élèvent à 17,5 % des revenus, contre 14 % en 2000. Mais pour un smicard, cette part peut monter jusqu'à 20 % de son salaire. Comme le dit le sociologue Eric Le Breton, cité par *Le Parisien*, « plus on est pauvre, plus on paye ».

M.L.

## • Ministres des Finances et hausse des carburants

# Impuissance volontaire

Les ministres des Finances des huit pays les plus riches du monde, le G8, réunis au Japon le week-end du 14 juin, ont déclaré que « les prix élevés des matières premières, particulièrement ceux du pétrole et de la nourriture, constituent une menace sérieuse pour la stabilité de la croissance mondiale, ont des conséquences graves pour les plus vulnérables et peuvent accroître les pressions inflationnistes dans le monde ».

C'est le moins qu'on puisse dire ! De nombreux pays pauvres ont déjà connu des émeutes de la faim, pas parce que la nourriture manque mais parce qu'elle est trop chère. Dans les pays riches, les familles des travailleurs les plus pauvres sont prises à la gorge par le prix du carburant et ceux des produits alimentaires. La croissance mondiale dont s'inquiètent les ministres du G8 se résume en fait à celle d'une spéculation sur les produits de première nécessité qui conduit à la pauvreté et à la famine.

Alors que depuis des années, et singulièrement depuis la crise financière américaine commencée à l'été 2007, tous les financiers convertissent une partie de leurs dollars en cargaisons présentes ou futures de pétrole, profitant de la hausse

de son prix en même temps qu'ils l'accélèrent, les ministres des pays impérialistes en sont encore à s'interroger sur la réalité de la spéculation. Faussement naïfs, ils disent ne pas pouvoir apprécier son effet sur le prix du pétrole, ou même la nient carrément. Mais ils sont tous d'accord pour ne rien faire. Tout au plus viennent-ils de demander au FMI un rapport sur cette question... pour le mois d'octobre.

En attendant, le G8 a demandé aux pays producteurs de pétrole d'augmenter leur production. L'Arabie saoudite, premier producteur mondial, vient d'augmenter sa production d'un peu plus de 2 %, soit 200 000 barils par jour. Mais cela n'a pas empêché le cours du brut de grimper encore !

Bien des commentateurs ont malgré tout jugé que la déclaration du G8 était un avertissement adressé aux spéculateurs, même si elle n'était assortie d'aucune mesure contraignante à leur égard. En réalité il s'agit d'une humble supplique. Car la logique du système veut que la course au profit continue, même si la spéculation effrénée mène toute l'économie à la catastrophe.

Paul GALOIS

## • République d'Irlande

# Désaveu pour la classe politique dans un contexte de dégradation sociale

**Avec 53 % de non et 47 % d'abstentions, le référendum irlandais sur le traité de Lisbonne a d'autant moins été un raz-de-marée anti-Bruxelles que ce résultat a bien peu de chose à voir avec l'Europe et ses traités.**

Le fait que les deux camps aient consacré une bonne part de la campagne à des arguties sur la meilleure façon de rendre le pays attrayant aux investisseurs étrangers, n'avait d'ailleurs pas de quoi mobiliser l'électorat populaire. Et pourtant, c'est dans les quartiers les plus populaires de Dublin et de Cork que le non a atteint ses scores les plus élevés (parfois plus de 65 %) avec un taux d'abstention plus bas que la moyenne nationale.

C'est que, de tous les partis parlementaires, seul l'un des plus petits, Sinn Fein, soutenait le non en invoquant des arguments où le nationalisme se mêlait à l'altermondialisme. En revanche les autres partis, ceux au pouvoir comme ceux de l'opposition, défendaient le oui, tout comme l'Ibec, équivalent local du Medef. C'était donc l'occasion pour l'électorat populaire de censurer des partis qui se sont succédé au pouvoir depuis quinze ans, suivant toutes les combinaisons

possibles, pour y mener la même politique antiouvrière. Et il ne s'en est pas privé.

Il faut rappeler que, dans les années 1990, la République reçut le surnom de « tigre celtique » suite à l'afflux d'entreprises, surtout américaines, qui voulaient profiter de son régime fiscal (un impôt sur les bénéfices de 12,5 %, entre autres) et du bas coût de sa main-d'œuvre, pour y établir leur tête de pont européenne. Des centaines de milliers d'emplois avaient ainsi été créés, principalement dans l'électronique, la chimie, l'industrie pharmaceutique et les services financiers.

Puis vint le krach des « nouvelles technologies ». À partir de 2001, les investissements américains se tarirent, voire se retirèrent, malgré les carottes fiscales agitées par Dublin. Restait le secteur financier qui, profitant de la baisse des taux d'intérêt, se lança dans une politique de crédit tous azimuts. Très vite, il en



résulta une explosion de la construction, tant de logements que commerciale.

En même temps que gonflait la bulle spéculative de l'immobilier (la plus importante des pays industrialisés, selon le Fonds monétaire international), l'endettement des ménages irlandais progressait, de sorte qu'à partir de 2006 il devint le plus élevé de la zone euro. Mais pour un temps les emplois qui avaient disparu après 2001 furent remplacés par des emplois dans le bâtiment et les services,

plus mal payés souvent, mais c'était mieux que le chômage.

Ce gonflement fictif de l'économie par le crédit à la consommation permit à un rapport officiel de vanter le fait qu'en 2006 le produit intérieur brut par habitant de l'Irlande était au deuxième rang européen. Mais cela cachait des inégalités brutales. Les 1 % les plus riches possédaient 20 % de la richesse, mais 45 % des salariés avaient des emplois précaires et rien pour compléter une retraite d'État insuffisante pour survivre. Offi-

ciellement, on admettait que 20 % de la population était en « risque de pauvreté » et que, chaque année, 5 000 personnes mouraient du fait des inégalités sociales. Quant aux salaires, ils étaient très bas pour toute une partie de la population, puisque le salaire minimum de 7 euros de l'heure (en 2006-2007), déjà très bas, n'était applicable que deux ans après l'embauche.

Mais le pire restait à venir, avec la crise qui démarra en 2007. L'immobilier fut frappé de plein fouet. Dès l'automne 2007,

## • Union européenne

# Une « crise » qui est aussi celle d'un capitalisme sén

**Le non des électeurs irlandais au traité de Lisbonne a relancé les commentaires sur la crise de l'Union européenne, comme on en avait entendu, en 2005, après le double non des électeurs français et hollandais au traité constitutionnel. Une fois de plus, les dirigeants européens cherchent à sauver la face, tout en poursuivant la mise en place des institutions qu'ils estiment nécessaires au fonctionnement de l'Union européenne qu'ils veulent construire. Car, pour ceux-ci, l'opinion des électeurs européens n'a pas grande importance. On l'a vu ici quand quelques centaines de députés ont imposé par leur vote le traité de Lisbonne, copie à peine allégée (300 pages de textes et 3 000 pages d'annexes !) du traité constitutionnel rejeté par des dizaines de millions d'électeurs.**

Même si aujourd'hui l'Union européenne permet la libre circulation de près de 500 millions d'Européens, un progrès indéniable, la construction européenne a d'abord été et reste une construction économique, qui entend d'abord offrir aux grands groupes capitalistes européens un marché de taille moins rachitique que le seul marché national.

Elle a démarré avec la Communauté européenne du charbon et de l'acier, mise en œuvre pour relancer des économies rendues exsangues par la

Seconde Guerre mondiale. Elle s'est poursuivie en 1957 par la création du Marché commun regroupant l'Allemagne, la France, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. Les bourgeoisies de ces États avaient compris que, pour relancer l'économie, il fallait un abaissement des barrières douanières pour permettre aux marchandises de circuler plus vite et faire prospérer les économies des États-membres.

Mais, dès le départ, cette construction fut aussi jalonnée

de conflits opposant les intérêts divergents des États-membres. Ainsi, c'est parce que l'Allemagne y devenait trop puissante que les représentants de la France, jusqu'alors hostiles à l'entrée de la Grande-Bretagne, en devinrent des partisans en 1973, pour faire contrepoids à l'Allemagne.

Mais, de 1957 à 1995, le Marché commun, devenu Union européenne en 1992, passé par paliers successifs de six à quinze pays, n'avait pas modifié l'équilibre de pays voisins sur le plan économique et social. En revanche, l'élargissement à 25 en 2004, puis à 27 en 2007, en faisant entrer dans l'Union notamment des pays de l'Europe de l'Est, moins développés, a amené les pays les plus riches à remettre en cause son mode de fonctionnement.

Jusqu'alors, les principales puissances européennes avaient imposé un mode de fonctionnement à l'unanimité. La chose était évidemment plus difficile à 25 ou 27 qu'à six. D'autant que

les pays les plus riches risquaient de voir des décisions qu'ils estimaient nécessaires bloquées par une coalition de pays plus pauvres, aux intérêts divergents. Le traité constitutionnel de 2005 comme sa version prétendument « allégée » décidée à Lisbonne gardent en commun un mode de fonctionnement, à la majorité qualifiée, qui doit permettre aux grands pays européens de continuer à tirer les ficelles de l'Union, sans que leurs décisions les plus importantes puissent être contrecarrées par des États moins puissants.

Evidemment, le vote irlandais n'arrange pas Sarkozy, qui avait pris la pose du « sauveur » de l'Europe en tirant à lui la couverture du traité de Lisbonne, concocté avec les autres dirigeants européens, et qui espérait de surcroît tirer un bénéfice politique de sa posture de président de l'Union des six prochains mois. Mais au-delà du non irlandais, la crise de l'Union européenne a des racines plus profondes. Dans la crise actuelle du

monde capitaliste, les intérêts nationaux des grandes puissances de l'Union européenne ont plus que jamais tendance à l'emporter sur les intérêts communs.

On a pu le voir dans la question du budget de fonctionnement de l'Union, où les pays les plus riches ont refusé d'augmenter les crédits pour des dépenses d'infrastructure en direction des nouveaux entrants, notamment à l'est de l'Europe, bien que ces infrastructures auraient au bout du compte profité surtout aux grands trusts des pays les plus riches, en leur permettant d'amener leurs marchandises au fin fond de l'Europe. Mais les États européens ont préféré utiliser leur argent pour subventionner directement leurs propres trusts.

De même, l'Union est au bord d'une révision de la politique agricole commune. Celle-ci serait certainement utile aux agricultures des nouveaux pays entrants, mais les principaux bénéficiaires de la PAC d'hier sont devenus des grands trusts agro-alimentaires qui se



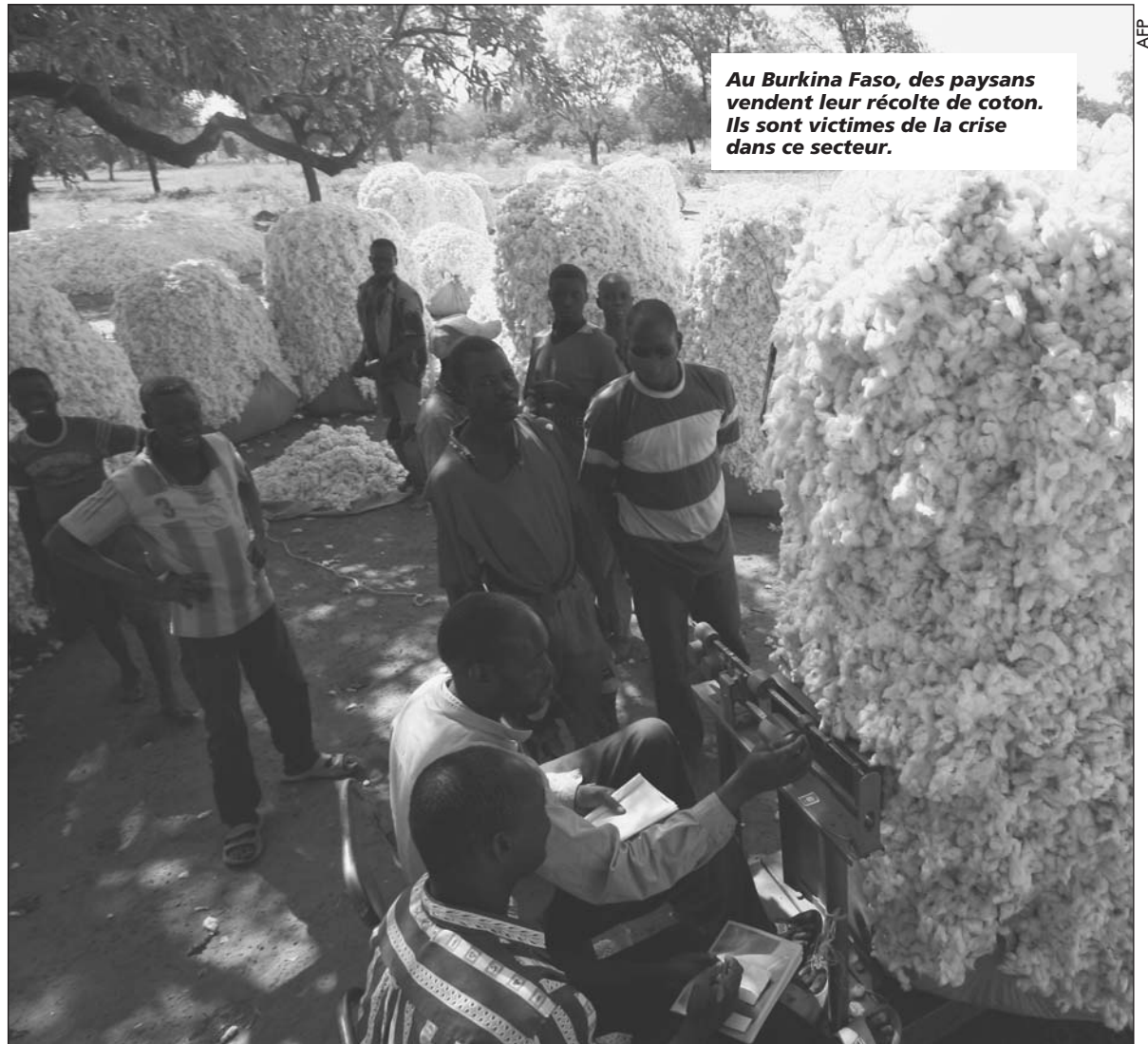
## • « L'aide » aux pays pauvres

### Le pillage continue....

Les pays riches n'ont pas tenu leurs promesses d'aide à l'Afrique. Ce n'est pas nouveau mais, à l'occasion de la dernière réunion au Japon des ministres des finances du G8 (Allemagne, États-Unis, France, Canada, Italie, Japon, Royaume-Uni et Russie), un certain nombre d'organisations ou de personnalités l'ont rappelé.

Oxfam, une confédération d'organisations non gouvernementales, a évoqué un récent rapport de l'OCDE (l'Organisation de coopération et de développement économique) qui a fait état, en avril dernier, d'une baisse de 8,4 % sur un an de l'aide au développement en 2007. Si la situation se prolonge, en 2010 il pourrait manquer 30 milliards de dollars d'aide indispensables aux soins médicaux et à la survie de cinq millions de personnes. Et le rapport ajoutait, à juste titre : « Les dirigeants des pays riches ont trouvé près de 1 000 milliards de dollars pour tirer d'affaire leurs banques imprudentes mais ne peuvent pas en trouver 30 pour l'aide. »

On trouve, parmi les plus mauvais payeurs le Japon (-30 %), le Royaume-Uni (-29 %), la France (-15 %) et les États-Unis (-9,9 %). Et qui plus est, selon la Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement, en 2006 la plupart des bailleurs de fonds européens ont gonflé leurs chiffres d'environ 30 % en comptant l'allègement de la dette comme une aide, ainsi que le financement du séjour des étudiants



Au Burkina Faso, des paysans vendent leur récolte de coton. Ils sont victimes de la crise dans ce secteur.

AFP

étrangers et des réfugiés dans les pays européens. Ces minables calculs n'empêchent pas les dirigeants de tous les pays riches de faire des discours « humanitaires ». Il y a à peine un mois, Sarkozy s'est exclamé : la France « doublera dès cette année son enveloppe d'aide alimentaire en la portant à 60 millions d'euros pour 2008 » !

S'il y a derrière cette grandiloquence autre chose que du vide,

c'est peut-être la crainte de la déstabilisation politique que pourraient amener les révoltes de la faim. Mais c'est plus certainement la nécessité de ne pas perdre pied économiquement en Afrique. Il y a peu, la chancelière allemande déclarait que l'Europe « ne devrait pas abandonner à la République populaire de Chine l'engagement à l'égard de l'Afrique ». Cette conviction est sûrement partagée par bien

d'autres dirigeants du monde occidental.

Pour les grandes puissances qui, comme la France, ont le plus souvent un passé de pillage colonial, « l'aide » aux pays pauvres n'a d'intérêt que si elle rapporte à leur bourgeoisie. C'est à cette aune-là que se mesure leur « générosité ». Tout le reste n'est que verbiage.

Sylvie MARÉCHAL

## • Maroc – Sidi Ifni

### Répression contre la population

La répression de la flambée de colère populaire survenue le 7 juin dernier à Sidi Ifni, ville du sud-ouest marocain, aurait officiellement fait une cinquantaine de blessés. Le bilan serait beaucoup plus grave, selon l'antenne locale du Centre marocain des droits de l'homme, des disparitions de manifestants auraient été signalées, et les rues et les cités sont, depuis, sévèrement quadrillées par les forces de police.

Dans cette région ravagée par le chômage, l'étincelle qui avait mis le feu aux poudres fut le tirage au sort organisé pour embaucher... huit personnes dans les services de nettoyage de la municipalité. Des centaines de manifestants, de chômeurs, avaient occupé le port, rappelant au passage qu'une usine de trai-

tement du poisson est promise depuis longtemps par les autorités. La répression a été brutale et prolongée, les maisons fouillées, leurs occupants brutalisés, les manifestants poursuivis jusque dans les montagnes avoisinantes. Depuis, les camions de police et les uniformes stationnent dans la ville, au point que plusieurs rassemblements de manifestants auraient appelé à la « démilitarisation » de leur ville assiégée, et les enseignants auraient protesté contre l'utilisation des écoles pour loger les nombreuses forces d'intervention. Le 12 juin, malgré les pressions des autorités, les commerçants, soutenus par la population, ont baissé leur rideau, tandis qu'une manifestation se déroulait contre les violences et les arrestations. Des

centaines de personnes, vêtues de noir, auraient également manifesté à la cité Boulaalam.

Les autorités et le gouvernement, non contents de continuer la répression contre la population de Sidi Ifni, ont immédiate-

ment entamé des poursuites contre des journalistes de la chaîne qatarie Al Jazeera qui a dénoncé les faits et annoncé la mort de plusieurs manifestants.

Viviane LAFONT

#### Au sommaire de LUTTE DE CLASSE N° 114 (été 2008)

- Hausses de prix, coups de colère, émeutes de la faim  
Les soubresauts d'une société en crise
- Le Parti Socialiste, ou l'opposition de Sa Majesté le capital
- Leur Union européenne à l'heure du non de l'Irlande et de la présidence française
- Afrique du Sud  
Émeutes xénophobes sur fond de démagogie politicienne et de pauvreté

Prix : 1,50 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,55 euro

le bâtiment se mit à débaucher. En avril 2008, on estimait que 39 000 emplois avaient disparu dans le bâtiment au cours de l'année écoulée et que le total des emplois supprimés atteindrait 79 000 à la fin de l'année, soit 33 % des emplois du secteur et près de 4 % de la totalité des emplois. Mais les emplois disparaissent ailleurs aussi. Entre janvier et mai, le nombre des licenciements a augmenté de 27 % tandis que le nombre de bénéficiaires d'allocations liées au chômage augmentait de 31 %.

Après toutes ces années où la classe ouvrière s'est fait dire qu'elle devait serrer les dents pour attirer les investissements, y compris par ses leaders syndicaux, engagés dans un partenariat social destiné à assurer la paix sociale, elle se retrouve donc face au chômage, sans avoir tiré le moindre bénéfice des années de vaches grasses. Et on s'étonne qu'elle cherche à exprimer sa colère ?

François ROULEAU

ile

déplient désormais sur le marché mondial. Il restera à Sarkozy à faire avaler cette révision à son électorat paysan.

Malgré l'élargissement de l'Union européenne, en plus d'un demi-siècle les États européens n'ont pas réussi à unifier leur continent et restent tributaires d'une division politique archaïque entre des dizaines d'États.

Une division dont les capitalistes tirent profit en ce qui concerne les droits sociaux, en jouant sur les différences de salaire allant de un à dix entre l'ouest et l'est de l'Europe, qui leur permettent de tirer les salaires vers le bas.

Même si, par un nouveau tour de passe-passe, les dirigeants européens parviennent à faire ratifier le traité de Lisbonne par l'Irlande, ce n'est pas demain la veille qu'ils unifieront vraiment l'Europe.

Jacques FONTENOTY

• Belgique

# Manifestations pour le pouvoir d'achat

Du lundi 9 au jeudi 12 juin, les trois syndicats de Belgique (socialiste, chrétien et libéral) ont appelé à des mobilisations pour le pouvoir d'achat, mais ils l'ont fait région après région, avec cependant chaque jour une région flamande et une francophone.

Près de 80 000 personnes ont manifesté dans des grandes villes du pays, avec comme points forts 25 000 manifestants à Liège lundi 9 et 20 000 à Mons mercredi 11. Partout, la mobilisation était deux ou trois fois plus importante que ce qu'attendaient les organisations syndicales. Et ce fut aussi une démonstration des intérêts communs des travailleurs wallons et flamands, notamment à Bruxelles où un gros contingent de manifestants flamands était venu de la périphérie de Bruxelles, la région qui est actuellement au centre des querelles communautaires entretenues par la classe politique.

Les principaux mots d'ordre avancés par les directions syndicales s'adressent avant tout au gouvernement. Elles réclament une baisse de la TVA sur l'énergie, actuellement à 21 %. La facture gaz/électricité qui a augmenté de 30 % en moyenne est en effet pour beaucoup dans la perte du pouvoir d'achat des ménages. Electrabel et Distrigaz, les deux principaux fournisseurs de gaz et d'électricité, appartiennent maintenant à Suez, un trust dominé par des capitaux français. Ces augmentations sont d'autant plus choquantes que, lors du rachat d'Electrabel, Suez a aussi hérité quasiment gratuitement des



Manifestation à Mons, le 10 juin.

centrales électriques, notamment nucléaires, qui avaient été financées avec les impôts des contribuables et amorties en vingt ans au lieu de quarante, en faisant payer plus cher les consommateurs.

Ce ne sont cependant pas ces profits exorbitants de Suez qui étaient mis en cause par les directions syndicales, pas plus que ceux des autres entreprises, dont les prix ne cessent d'augmenter. Pourtant, c'est là qu'il y a de l'argent pour des augmentations substantielles des salaires de tous les travailleurs !

Un autre sujet mis en avant par les syndicats est le maintien de l'index. En Belgique, les salaires sont en effet indexés sur les prix, ce que le patronat remet régulièrement en question. Les « communications » patronales contre l'index se multiplient, en vue des négociations interprofessionnelles qui doivent débu-

ter en septembre.

L'index est cependant devenu de plus en plus théorique. Depuis 1993, il a été remplacé par « l'index santé », qui ne prend plus en compte le tabac et les alcools, mais pas l'essence ni le gasoil non plus... qui ne sont pourtant pas connus comme étant des drogues ! Le loyer n'y intervient qu'à 0,99 %, alors que pour beaucoup de familles modestes un tiers ou la moitié de leurs revenus est absorbé par le logement. Ce n'est donc pas cet index amputé qui aurait pu permettre aux salaires de suivre les prix ces dernières années, et encore moins maintenant, alors que l'inflation a grimpé en mai à un rythme annuel de 5,1 %.

Une augmentation substantielle des salaires est donc nécessaire, ainsi que le rétablissement de leur indexation, pour une véritable échelle mobile des

salaires. Et pour une « fiscalité plus équitable », il faudrait commencer par rétablir les taux d'imposition des entreprises (théoriquement 33 % aujourd'hui, contre 42 % il y a huit ans) pour pouvoir baisser la TVA scandaleuse de 21 % sur des produits de première nécessité tels que l'électricité.

On n'a pas entendu ces revendications dans les discours syndicaux lors des manifestations, ni non plus d'appel à d'autres actions dans les semaines qui viennent. Les directions syndicales n'ont pas la volonté d'engager vraiment la lutte pour la défense du niveau de vie des travailleurs. Le nombre de manifestants ainsi que les discussions dans les cortèges montrent pourtant que beaucoup seraient prêts à répondre à un appel des syndicats à une mobilisation plus importante.

Correspondant LO

## Non à l'extradition de Marina Petrella !

Le 9 juin François Fillon a signé le décret d'extradition de Marina Petrella. Incarcérée depuis neuf mois à la prison de Fresnes, celle-ci a fait partie de l'extrême gauche « brigadiste », qui préconisait les actions armées contre des représentants du pouvoir.

Elle fut condamnée en Italie en 1992 à la réclusion criminelle à perpétuité, pour sa participation à un attentat commis en 1981 qui provoqua la mort d'un commissaire de police. Comme un certain nombre de militants des Brigades rouges, elle se réfugia en France où, sous Mitterrand, le gouvernement avait pris l'engagement d'accueillir les exilés italiens ex-brigadistes ayant renoncé à la lutte armée.

Cette promesse d'asile a été plusieurs fois rompue par les gouvernements successifs : en 2002 Paolo Persichetti, professeur à l'université de Paris-VIII, a été extradé, puis la même décision a été prise à l'encontre de Cesare Battisti qui s'est alors enfui au Brésil.

Un recours suspensif a été déposé au Conseil d'État contre la décision de Fillon. Un rassemblement hebdomadaire est organisé pour le soutenir. Marina Petrella ne doit pas être extradée !

A.R.

## Halte aux arrestations !

Le jeudi 5 juin, la police belge a arrêté, suite à des perquisitions musclées, deux ex-membres des CCC (Cellules Communistes Combattantes), Bertrand Sassoie et Pierre Carette, et une journaliste de la RTBF, Wahoub Fayoumi, connue pour son engagement auprès des sans-papiers, ainsi qu'un autre membre de Secours Rouge, une organisation de soutien aux prisonniers politiques.

Les membres des CCC, condamnés à perpétuité en 1988 pour 28 attentats à la bombe, dont l'un avait coûté la vie à deux pompiers alors que la

police était avertie du lieu et de l'heure de l'explosion, avaient été libérés sous condition en 2000 et 2003.

À Pierre Carette, les juges reprochent notamment de n'avoir pas respecté les termes de sa libération conditionnelle et d'avoir revu Bertrand Sassoie... la dernière fois il y aurait plus de deux ans !

Quant aux membres du Secours Rouge, il leur serait reproché des liens avec une organisation communiste italienne, le PCPM... ce qui n'est un secret pour personne puisque le Secours Rouge soutient ces prisonniers politiques

depuis leur arrestation début 2007, comme les autres sections du Secours Rouge, et que ce soutien relève de la simple liberté d'expression ! Et si les noms des militants belges ont été retrouvés dans les archives d'un militant du PCPM, ce n'est pas une preuve de leurs prétendues intentions terroristes. Quant aux explosifs qui auraient été trouvés au domicile de Bertrand Sassoie, il s'est avéré qu'il s'agissait d'un feu d'artifice utilisé lors d'une fête de mariage du quartier devant le café où travaille Sassoie... en face du commissariat de police !

La justice belge n'en est pas à

son coup d'essai. Une affaire est toujours en cours à propos de Bahar Kimyongur et de quatre de ses camarades, poursuivis pour appartenance au DHKP-C (un mouvement révolutionnaire turc). Ils ont été acquittés en mai par la cour d'appel d'Anvers, mais le ministère public s'est pourvu en cassation, prétextant une mauvaise interprétation de la loi antiterroriste par les juges de la cour d'appel d'Anvers. Une prochaine audience devrait avoir lieu le 24 juin, qui, si le jugement est cassé, les renverrait une troisième fois devant une cour d'appel.

Ce harcèlement policier et judiciaire relève de la pure vengeance de l'appareil d'État contre des militants qui se réclament d'idées révolutionnaires, alors que les tueurs du Brabant, liés à l'extrême droite, qui ont assassiné 28 personnes et fait des dizaines de blessés dans la population dans les années 1980, courent toujours...

Lutte Ouvrière ne partage pas les conceptions et les méthodes de ces militants, mais n'est pas moins solidaire d'eux, comme elle l'est de tous ceux qui exigent leur libération et l'arrêt des poursuites contre eux.

Correspondant LO

## • Philips EGP – Dreux (Eure-et-Loir)

### Non aux licenciements !

**Le 26 mars la direction de Philips EGP à Dreux annonçait 279 licenciements sur les 497 salariés restant aujourd'hui dans l'entreprise. Dans cette usine qui fabrique des téléviseurs LCD (écrans plats), un premier « plan social », comme l'appellent abusivement les patrons, avait déjà conduit en 2003 à la suppression de plusieurs centaines d'emplois. Depuis, la direction a organisé méthodiquement la baisse de la production et il est évident qu'elle a programmé la fermeture totale de l'usine.**

Dès l'annonce des licenciements, les travailleurs ont organisé des actions de protestation, manifestations en ville, opérations escargot sur la RN 12 toute proche, etc. Et le 26 mai une petite minorité, surtout des jeunes, s'est mise en grève. Depuis le 2 juin ils ont été rejoints, à l'appel de la CGT, par une bonne partie des travailleurs de production. Tous sont d'autant plus révoltés que la direction n'a proposé, en plus des indemnités de licenciements légales, qu'une prime de 3 000 euros (à l'heure où nous écrivons). Cela représente une aumône pour des travailleurs, dont beaucoup de femmes, qui ont travaillé depuis dix, vingt ans, voire plus, pour des salaires très bas, à peine supérieurs au smic.

Dreux est une ville ouvrière qui a connu, depuis 2002, de nombreuses fermetures d'entreprises : Valeo (ex-Renault), Dana, LG-Philips Displays, la Comasec. Dernière en date : Klarius-Rosi doit fermer ses portes cet été. Rien que cette année, entre les 279 licenciements annoncés chez Philips EGP, ceux induits chez les sous-traitants et ceux de Rosi, cela ferait un millier de suppressions d'emplois. Tout cela représente un véritable désastre social pour

la population laborieuse de l'agglomération.

Voilà comment un des plus grands groupes capitalistes européens, Philips, contribue à ruiner toute une ville. Pourtant ses finances sont florissantes : il a réalisé en 2007 un bénéfice net de 4,1 milliards d'euros. Et il a décidé de consacrer en 2008 environ 5 milliards rien qu'à racheter ses propres actions et

en faire monter la valeur, et remplir encore plus les poches de ses actionnaires.

Il faut ajouter que non seulement le gouvernement mais aussi les pouvoirs publics locaux n'ont mis aucune entrave à ces patrons licenciés. Au contraire, ils ont tout fait pour leur faciliter la tâche. C'est bien sûr le cas du maire UMP de Dreux, Gérard Hamel, qui a depuis longtemps choisi son camp, celui du patronat. Mais il faut dire aussi que toutes les collectivités locales, la municipalité de droite de Dreux mais aussi le Conseil régional, dirigé par la gauche, ont rempli les caisses de Philips et du patronat local en subventions de toutes

sortes : et ces « aides à l'emploi », « aides à la recherche », etc. ont surtout servi à remplir les coffres du patronat, mais pas à préserver l'emploi.

La moindre des choses aurait été d'obliger ce géant de l'industrie à garantir un travail et un salaire sur place aux travailleurs de Philips, ceux d'EGP comme celui de LG-Philips Display, mais aussi à tous les salariés des entreprises sous-traitantes. Le droit de vivre de son travail et de ne pas sombrer dans la misère, il faudra l'imposer par la force à ces patrons licenciés.

Correspondant LO



**Arlette Laguiller et Olivier Besancenot à Philips Dreux**

**Lundi 16 juin, Arlette Laguiller et Olivier Besancenot, venus apporter leur soutien aux travailleurs de Philips en lutte, ont été accueillis chaleureusement par les salariés, qui ont entamé à leur arrivée les chansons de la grève. Devant plus de 200 travailleurs, ils ont dénoncé les licenciements scandaleux auxquels sont confrontés les travailleurs puis ont discuté longuement avec les grévistes présents, les assurant de leur solidarité.**

## • Thomson Rennes

### La coupe est pleine

**À Rennes, deux centres Thomson (Thomson Grass Valley et Thomson R&D) existent l'un à côté de l'autre. À Thomson R&D, après avoir promis les augmentations pour fin avril (2,4 % en moyenne, presque toutes entièrement individualisées), la direction est revenue sur sa parole et les a reportées en juillet. Ce report a été ressenti comme une provocation, d'autant qu'au même moment on apprenait que la prime de départ du PDG s'élevait à 2,6 millions d'euros tandis que les augmentations des principaux directeurs atteignaient 35 %. Depuis, 130 travailleurs débrayent toutes les semaines pour réclamer l'annulation du report de leurs propres augmentations.**

À cela s'ajoute maintenant un problème d'emploi, puisque la direction a annoncé la suppression de sa division puces électroniques, ce qui a pour conséquence la fermeture d'un service de 40 personnes. Pour le moment, rien n'assure que tous

seront reclassés sur place, si bien qu'une menace de licenciements plane.

Dans le même temps, à Thomson Grass Valley, la direction remet en cause l'organisation du temps de travail, au prétexte de la fusion avec une filiale

de Thalès. Depuis 1999 les salariés avaient 35 jours de RTT par an, payés par un allongement de vingt minutes de la durée quotidienne de travail. En même temps qu'elle supprime ces vingt minutes quotidiennes, la direction veut réduire de 18 jours le nombre de RTT annuel. La plupart refusent ce qui reviendrait en fait à un allongement de la durée du travail. Un premier débrayage avait rassemblé 170 personnes sur le site de Rennes il y a trois semaines. Depuis, la mobilisation s'est renforcée, favorisée peut-être par la déclaration de la DRH qui estime que nous sommes en vacances depuis neuf ans !

La semaine dernière, nous étions 200 à débrayer le mercredi 11 puis le jeudi 12, puis à nouveau le lundi 16. Lors de ces rassemblements nous avons discuté de notre participation à la manifestation du mardi 17, et de le faire avec nos collègues de Thomson R&D.

Allonger le temps de travail d'un côté, alors que l'on supprime des emplois de l'autre ; accorder des augmentations inférieures à l'inflation et les reporter, alors que les PDG et autres directeurs se gavent de millions : tout cela commence à bien faire. Il est temps de réagir tous ensemble !

Correspondant LO

## • Plastimo – Lorient

### Un coup de colère

Plastimo est une entreprise de 300 personnes dont le tiers travaillent en CDD ou en intérim. On y fabrique entre autres des compas, des radeaux de survie pour la navigation de plaisance. C'est un secteur où l'argent coule à flot, surtout pour les actionnaires puisque 90 % des bénéfices leur sont versés.

Pour le personnel les salaires sont au plus bas : 980 euros à 1 100 euros pour beaucoup. Après que la direction de Plastimo a refusé de répondre aux demandes des délégués de la CGT de valoriser les salaires, 120 salariés (dont beaucoup en CDD) ont décidé de bloquer les entrepôts et de se mettre en grève le mercredi 4 juin, pour réclamer 150 euros d'augmentation pour tous.

En guise de réponse, la direction s'est contentée d'envoyer un huissier pour prendre en photo les grévistes qui empêchaient les camions d'amener la matière première et de sortir les marchandises. Elle laissait entendre à la presse que la grève serait terminée à la fin de la semaine. C'était sous-estimer la détermination des grévistes. Mais devant la fin de non-recevoir de la direction, les salariés étaient cependant conscients qu'un tiers du personnel en grève ne suffirait sans doute pas à la faire reculer. Aussi, lundi 9 juin au matin, ils se sont adressés aux non-grévistes, pour les appeler à rejoindre leur mouvement. Le lendemain, devant le constat que la grève ne s'était pas élargie, les travailleurs réunis et consultés ont décidé de reprendre le travail tous ensemble.

Les grévistes n'ont certes pas obtenu ce qu'ils souhaitaient, mais cette grève chez Plastimo était pour tous une première. Discuter en assemblée, se connaître, résister aux pressions, se faire respecter, voilà ce qu'a permis la grève et personne ne regrettait d'avoir montré ainsi son ras-le-bol. Car il y en a assez des salaires trop bas, du mépris de la direction, des cadences qui augmentent. Comme le disait un gréviste : « Chez Plastimo, il y aura un avant juin 2008 et un après juin 2008. »

Correspondant LO

## • Renault – Flins (Yvelines)

### Flexibilité... avant rupture

Après la visite récente de deux ministres venus vanter la possibilité de rachat des RTT, l'usine Renault de Flins a reçu le 9 juin celle du PDG, Carlos Ghosn, accompagné du secrétaire d'État à l'Industrie. Devant les caméras, Ghosn s'est félicité d'avoir trouvé à Flins une « entreprise moderne, dans laquelle les gens se sentent très bien à tous les niveaux ». Il a osé évoquer les conditions de travail et surtout les « mesures qui permettent que Renault devienne encore plus compétitif ».

Et en effet dans le dernier numéro de *Courants*, sa publication, la direction de l'usine affirme que Flins ne serait pas assez flexible. Pour remédier à cet état de fait, elle envisage de faire main basse sur les comptes dans lesquels les travailleurs

accumulent des heures supplémentaires à récupérer, que ce soit en congés (les KTI) ou en heures de formation non utilisées (les CEF). Elle fait clairement allusion aux usines de Douai et de Sandouville, où des accords beaucoup plus favora-

bles aux patrons ont été signés par des directions syndicales.

Une sorte de campagne est donc actuellement menée dans l'usine, par l'encadrement comme par certains syndicalistes, pour tenter de préparer les travailleurs à un nouvel accord de flexibilité. À Flins, c'est pourtant depuis 1996 que la flexibilité est appliquée aux horaires de travail, et la mise en place de la loi des 35 heures s'est traduite, en 1999, par un accord encore plus défavorable aux salariés.

Actuellement, sur une ving-

taine de jours de RTT, dix-sept sont à la disposition de la direction (KTC), qui place également selon son bon vouloir les cinq semaines de congés payés. Mais cela ne lui suffit apparemment plus. Elle semble gérer sa production à coup de « journées non travaillées », les JNT. Sous prétexte de grève des routiers espagnols, les 11 et 12 juin ont ainsi été décrétés JNT et accolés au 13 juin déjà programmé JNT, en raison cette fois d'une baisse prévisible des commandes de Clio à direction à droite. Cette baisse serait, elle,

consécutive à... la montée de l'euro par rapport à la livre sterling !

En fait, cette flexibilité si recherchée au nom de la sacrosainte compétitivité capitaliste, la direction fait tout son possible pour essayer de la faire payer par les travailleurs, sur leurs horaires de travail comme sur leurs congés. Cette perspective, malgré les pressions et les « coups » médiatiques, ne recueille guère l'assentiment des principaux intéressés, les ouvriers.

V.L.

## • Au Montage

### On n'est pas des robots

Comme dans toute l'automobile, les effectifs ont fondu à l'usine Renault de Flins. Après avoir été jusqu'à 25 000 il y a plus de trente ans, les salariés ne sont plus que 4 500, intérimaires compris, dont 2 900 ouvriers de production. Ils fabriquent la Clio III, et, pour quelques mois, une nouvelle vague de Clio II.

Au Montage, le plus gros atelier de l'usine, plus d'un millier d'ouvriers travaillent en équipes 2x8 et n'y font pas que des voitures. Une dizaine d'entre eux fabriquent de petits chariots qui ressemblent à ceux destinés aux courses dans les grandes surfaces. Ces chariots sont au cœur d'une nouvelle organisation du travail que la maîtrise tente de mettre en place.

Les ouvriers travaillant directement sur la chaîne, en effet, doivent désormais rester dans leur « strike zone ». Empruntée semble-t-il au lexique du base-ball, cette expression désigne – dans ce cas-là – une fenêtre virtuelle dans laquelle le lanceur doit envoyer la balle vers le frappeur. Mais à l'usine, on ne joue pas... La strike zone est une « fenêtre » à l'intérieur de laquelle doivent se limiter tous les gestes à effectuer au poste de travail. Idéalement, c'est un rectangle de 40 centimètres de hauteur sur 80 de largeur. On doit en effet se déplacer le moins possible, ne pas trop lever le bras au-dessus de la tête, ne pas trop se pencher, ni se retourner. Tout cela représenterait une perte de temps et n'apporterait, selon la direc-

tion, aucune valeur ajoutée au véhicule !

L'ouvrier devient alors un véritable robot humain qui doit répéter inlassablement les mêmes opérations, à une fréquence d'autant plus élevée que tout déplacement et geste « inutile » ont été éliminés. Le système des strike zones est donc en train de se mettre en place à l'atelier du Montage. Une ligne de fabrication est toujours en place, avec les voitures les unes derrière les autres, mais ce ne sont plus les ouvriers de chaîne qui se déplacent pour prendre les pièces sur les grandes étagè-

res parallèles à la chaîne. Les pièces n'arrivent évidemment pas au travailleur posté par miracle : d'autres travailleurs, toute la journée, tournent en rond, prennent les pièces à monter sur de grandes étagères, les posent sur des chariots plus ou moins grands, et les apportent au bord de la chaîne, en face de la voiture à équiper. Cet endroit où le travailleur « fait ses courses », Renault l'appelle le « picking » ou le « kitting ». Certains mesurent de 20 à 30 mètres, certains jusqu'à 80 ou 100 mètres. Que les ouvriers soient sur la chaîne, sur un pic-

king ou un kitting, l'ensemble ressemble à un... jogging.

La maîtrise ne cesse de répéter qu'avec cette organisation les salariés de Renault sont à l'avant-garde. Cela pourrait finir par être plus vrai qu'elle ne le pense. Dans « strike zone », n'y a-t-il pas, en effet le mot anglais « strike », qui signifie aussi « grève » ?

Correspondant LO



### Des centièmes de seconde de valeur ajoutée

Au picking, il faut remplir les chariots, parfois lourds et imposants, le plus vite possible. Ils doivent être poussés jusqu'à la chaîne, et parfois « filoguidés » : le chariot dans ce dernier cas se déplace tout seul, muni de petites lumières qui clignotent, d'une petite musique discrète, et vient s'insérer sur la chaîne.

L'intérêt de ce système – du point de vue de Renault – est d'avoir permis la suppression d'une bonne partie des temps de déplacement. Les seuls pas prévus sont ceux destinés à passer d'une voiture à une autre. L'ouvrier passe donc son temps à visser, boulonner, clipser, taper, à mettre en place des joints et autres éléments, sans jamais s'arrêter. Sur la chaîne, tout est calculé. Pour un pas de 70 centimètres, il faut un centième de minute. C'est là en effet l'unité de base de temps de Renault : la

seconde était probablement trop longue, et, dans une minute, on ne trouvait pas assez de secondes pour le nombre d'opérations à effectuer !

En un centième, soit 0,6 seconde, c'est fou ce qu'on peut faire faire à un ouvrier. Une opération aussi banale que fixer une vis a depuis longtemps été décortiquée. Prendre la visseuse, la reposer, quoi de plus banal... mais cela n'apporte « aucune valeur ajoutée », seul le temps technologique du vissage proprement dit en apporte. Un exemple : il y a quelques années, le temps de prise et de repose de la visseuse était de 3 centièmes, il n'est plus que de 1 centième. D'ailleurs, c'est plus rapide de « clipser » en poussant avec le pouce ou la main, et tant pis pour les troubles musculo-squelettiques que cela provoque rapidement...

Il faut donc économiser les cinq pas nécessaires pour aller chercher des pièces et les cinq pour revenir (10 centièmes), les 2 centièmes pour se baisser et se relever, le 0,65 centième pour se retourner. Tous ces « temps morts » sont remplacés, non par du repos, mais par du travail supplémentaire. Dans certains secteurs, cela a permis à la maîtrise de supprimer un ou deux postes de travail, non sans réactions de la part des travailleurs. Auquel cas la direction du secteur recule... pour y revenir plus tard, autrement. La chaîne tourne actuellement à 62 véhicules à l'heure, toutes les minutes et même moins, tous les 97 centièmes exactement, le travailleur recommence toujours les mêmes gestes.

Depuis des années, le patron ne jure que par les méthodes de productivité d'origine japonaise. Ce fut

d'abord le « juste à temps », le « flux tendu », puis le « zéro stock », le « zéro défaut », les « 5 S », le « pokayoké », le « kaizen », le « rouge-vert », la sacoche à porter contenant les petites pièces. Il y a eu les « spots », sortes de chariots sur lesquels se tenaient, en plus des pièces, le travailleur. Une armada de chefs et de techniciens en tout genre veille en permanence à rentabiliser le moindre centième de minute arraché à la fatigue des ouvriers.

Outre les gains de productivité, cette nouvelle organisation du travail, si elle ne permet pas à Renault d'économiser énormément de postes, permet de traiter des véhicules différents sur la même chaîne de montage, la Clio III et la Clio II, par exemple, impliquant une augmentation de la diversité des pièces.

Correspondant LO

### • PSA Peugeot-Citroën Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)

# La fermeture d'une chaîne de montage

**Comme il était prévu depuis l'été dernier, la direction vient de fermer une des deux lignes de montage de l'usine. Cette fermeture se traduit déjà, pour ceux qui restent, par une aggravation de l'exploitation.**

Dans la presse économique ou dans le monde politique, tout le petit monde bourgeois se réjouit de ce que les entreprises françaises ne cessent de gagner en « productivité ». Ces gains de productivité sont bien réels, et en effet, dans les usines, chaque ouvrier produit de plus en plus dans le même temps qu'auparavant. Mais lorsqu'on

travaille dans une de ces usines, il n'y a vraiment aucune raison de s'en réjouir, car ces gains de productivité se traduisent par une véritable régression des conditions de travail.

C'est le cas à PSA Aulnay. La fermeture du Montage 1 (c'est-à-dire d'une des deux lignes de production) n'est nullement le résultat d'une baisse des ventes de la marque, ou d'une volonté du patron de produire ailleurs : il s'agit tout simplement de sortir à terme la même production... sur une seule ligne au lieu de deux ! Et avec bien moins d'ouvriers.

Certes, il n'y aura pas de

plan de licenciements. Mais depuis des années, la direction pousse les ouvriers (et les cadres) à quitter l'usine « au volontariat » – avec un pécule ridicule. Elle remplace les travailleurs partis en retraite par des CDD et des intérimaires... qu'elle peut maintenant mettre facilement dehors : le 13 juin, ce sont pas moins de 500 intérimaires d'un coup qui ont été mis à la porte.

La direction ne cache d'ailleurs pas que son objectif, d'ici à 2010, est de passer des 4 000 CDI actuels à 3 000.

Correspondant LO



## Les « temps modernes »

Le patron a beau jeu de prétendre qu'il n'y a pas d'aggravation des rythmes de travail, puisqu'une nouvelle équipe de nuit a été créée, soi-disant pour pallier la suppression d'une des deux chaînes. Mais les ouvriers, eux, sentent parfaitement dans leurs muscles ce que les chiffres prouvent de façon incontestable : chaque travailleur « fait » aujourd'hui 35 voitures de plus par jour qu'il n'en faisait en juillet dernier (342 contre 307). Et ce n'est qu'un début : aujourd'hui, il y a encore deux véhicules différents assemblés à Aulnay (la C2 et la C3). Mais dans deux ans, il n'y en aura plus qu'un, ce qui permettra une réduction du nombre d'opérations et donc une nouvelle augmentation des cadences. Il est probable qu'on reviendra alors à la cadence

d'avant la fermeture du Montage 1, c'est-à-dire plus de 1 200 véhicules par jour.

Pour parvenir à ce résultat, la direction a préparé les choses de longue date, en réorganisant le travail sur les chaînes, aussi bien dans l'atelier du Montage que dans celui du Ferrage. La chasse aux temps morts est devenue plus folle qu'elle l'a jamais été : « l'ergonomie des postes », comme disent les patrons, a été revue pour économiser le moindre centième de minute. Au Montage, les déplacements pour aller chercher des pièces ont été supprimés – parce qu'ils « ne produisent pas de valeur ajoutée ». Ils permettaient, en revanche, un peu de temps de repos pour les muscles et les tendons des bras – ces quelques secondes de marche étant autant de

moments où l'on ne manipulait pas des pièces ou des outils. Terminé ! À présent les pièces ont été disposées au plus près de l'ouvrier, de telle façon qu'il puisse les prendre sans se déplacer. Les muscles ne se reposent jamais – ce qui, aux dires même de la médecine du travail, va faire inévitablement exploser le nombre de maladies musculo-squelettiques.

Pour pouvoir amener les pièces au plus près des postes, il n'est plus question d'utiliser des cars à fourches : les caristes sont donc progressivement transformés en manutentionnaires. Les bacs de pièces sont amenés par des petits trains le long des lignes, puis portés aux postes, à la main, par les caristes.

Dans l'atelier du Ferrage, c'est la politique inverse : dans certains secteurs, la réduction

du nombre d'ouvriers se traduit par une course permanente des ouvriers d'un îlot robotisé à l'autre, puisqu'ils sont contraints de tenir plusieurs postes. Au Ferrage, selon les chiffres de la direction elle-même, certains ouvriers font à présent neuf kilomètres à pied dans la journée, en portant une charge cumulée de six tonnes !

C'est ce que Chaplin, en son temps, avait appelé « les temps modernes » : ce temps moderne où le progrès et la modernisation qui touchent toute la société s'arrêtent aux portes des usines. La politique suivie à Aulnay est en réalité une politique générale de tout le patronat de l'automobile : de PSA à Renault en passant par Toyota, ce sont exactement les mêmes méthodes. Les patrons en arrivent même, petit à petit, à sup-

primer certains robots pour refaire faire le travail à la main, parce que les salaires sont si bas que cela leur coûte moins cher, au final, que l'achat, l'exploitation et l'entretien de robots. Peugeot peut bien se vanter de doter ses véhicules des technologies les plus révolutionnaires et les plus avancées : dans les usines, c'est le retour à des conditions de travail de bagne.

En réaction, quelques débrayages, contre des suppressions de poste ou des réorganisations de tronçons de chaîne, ont déjà réuni plusieurs dizaines d'ouvriers. Ce n'est pas suffisant pour l'instant, mais une partie des travailleurs sentent bien qu'il faudra s'organiser pour résister, et organiser un jour la réponse que mérite cette offensive des patrons.

Correspondant LO

### • PSA Mulhouse

## Le patron réinvente l'embauche à la journée

**Depuis quelques années maintenant, la direction du site de Peugeot Mulhouse (10 000 salariés) a mis en place un numéro vert que les travailleurs doivent appeler pour être avertis d'éventuels jours de chômage.**

En fait, l'organisation de la production en « flux tendu », c'est-à-dire avec un minimum de stock de pièces dans les ateliers, fait que le moindre grain de sable peut enrayer l'engrenage. Des pannes chez PSA ou chez un fournisseur, des grèves

ou des débrayages chez un sous-traitant, peuvent entraîner l'arrêt de la production. Il y a moins d'un mois par exemple, une grève des travailleurs de Rhénalu, situé à quelques encablures de l'usine, a failli mettre les chaînes à l'arrêt. Cette grève avait d'ailleurs permis aux travailleurs de Rhénalu d'obtenir une prime de 800 euros au lieu des 150 euros initialement prévus.

Pendant plusieurs jours, nous avons alors dû appeler le numéro vert. Il est gratuit, mais seulement quand on appelle

d'un fixe, pas d'un portable ! Et comme il fallait appeler à partir de 9 heures du matin pour l'équipe d'après-midi, et à partir de 19 heures le soir pour le lendemain matin, il fallait rester chez soi pour bénéficier de cette gratuité ! Un message enregistré informait qu'une « rupture d'approvisionnement liée à la défaillance d'un de nos fournisseurs » peut entraîner des annulations de « séances de travail » !

La direction a ensuite réactivé le numéro vert suite à des pannes à l'Emboutissage. Là encore, il s'en est fallu de peu

que la production soit stoppée. Quant aux intérimaires qui sont arrivés durant cette période, ils se demandaient où ils étaient tombés. Alors que les agences d'intérim leur promettaient des missions longue durée, dès leur arrivée à l'usine les chefs leur expliquaient que le travail du lendemain n'était pas assuré !

Finalement, la semaine dernière, c'est le blocage des routiers en Espagne qui a mis l'usine à l'arrêt. La direction n'a pas jugé utile d'aller chercher les durites manquantes par hélicoptère (comme elle le fait de

temps en temps pour certaines pièces), et le travail a été annulé pour trois équipes. Bien sûr, l'annualisation du temps de travail permet au patron de faire récupérer ces journées, en nous imposant de venir quand il l'aura décidé, un samedi matin.

Il y a peu la direction de l'usine nous rebaptisait « fabricants d'avenir ». En guise d'avenir, elle n'a que le passé à proposer : l'embauche à la journée que l'on pensait être d'un autre siècle.

Correspondant LO

## • SNCF Paris-Austerlitz

# Les contrôleurs banlieue en ont plus qu'assez

Lundi 9 juin, les contrôleurs banlieue de Paris-Austerlitz étaient plus de 80 (sur 160 environ) à faire grève contre Proximitrain, dernière trouvaille de la direction pour leur pourrir le travail et la vie quotidienne. Très remontés, les cheminots ont envahi la réunion du CHSCT et plusieurs d'entre eux ont pris la parole pour dire aux représentants de la direction tout le mal qu'ils pensaient de son projet.

En effet, dans toutes les gares parisiennes, la SNCF veut mettre en place Proximitrain, dispositif visant à allonger le temps de travail des contrôleurs tout en leur supprimant certaines primes, ce qui reviendrait à

baissier leur salaire. La fin de service, fixée jusqu'à présent à 20 heures, serait repoussée à 21 heures. Ainsi seraient rayés d'un trait de plume des avantages acquis depuis de longues années, permettant aux contrô-



leurs banlieue de bénéficier d'un horaire allégé, de 6 h 30 par jour, et de quelques compensations financières.

Le succès de la journée du 9 juin a conforté les contrôleurs

dans leur refus. Certes, l'appel à la grève ne concernait ce jour-là que la gare d'Austerlitz, alors que tous les contrôleurs banlieue sont concernés et qu'il est certain qu'un mouvement

de l'ensemble des contrôleurs serait plus efficace. Reste à le préparer : la direction n'a pas fini d'entendre « *Retrait de Proximitrain* » !

Correspondant LO

## • NMPP

# Le conflit continue

La direction des NMPP (Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne) a prévu de mettre en place un plan de destruction du système coopératif de distribution de la presse. Ce plan Défi 2010 prévoit la suppression de 350 emplois aux NMPP, la fermeture de centres de traitement du groupage des publications et la précarisation des emplois dans ce secteur.

Alors que, depuis plusieurs semaines, un grand silence médiatique pèse autour de la lutte des travailleurs des NMPP, la seule allusion à ce conflit majeur a été la publication d'une pleine page dans tous les quotidiens, stigmatisant « *la poignée d'irresponsables* » accusés de vouloir « *tuer la presse quotidienne* » par des actions inconsidérées. Il est à noter que *L'Humanité* et *Le Canard enchaîné* n'ont pas diffusé cette

« lettre ouverte ». Cette publication faisait suite à l'appel à une grève de 24 heures lancée par le syndicat du Livre CGT, pour rappeler à la raison les éditeurs qui prennent leurs désirs libéraux pour une réalité sociale.

En réponse à cette provocation médiatique, les grévistes se sont invités au siège social de Lagardère, patron de Hachette et dirigeant des NMPP. Le 11 juin, 300 personnes ont ainsi

envahi les salons feutrés de la rue de Presbourg, près des Champs-Élysées.

La direction du groupe Lagardère acceptait alors de rencontrer les délégués et, au terme de sept heures de discussion, ils obtenaient le maintien d'un centre national des publications, ainsi que des agences régionales de messageries de Vitrolles et de Nancy, tandis que, pour les trois autres agences régionales, la situation sera analysée au cas par cas. La direction de Lagardère a de toute évidence cherché à gagner du temps car, de l'avis de la délégation, le bilan est maigre quant à la charge de travail qui permettrait de conserver les emplois.

Les grévistes, quant à eux, continuent leurs actions. Le soir même, la distribution du *Parisien* était bloquée. Le lendemain, *Le Monde* n'était pas imprimé. Dimanche 15 juin, *Aujourd'hui en France* et *L'Équipe* étaient interceptés à l'imprimerie.

Les travailleurs du Livre sont bien décidés à tout mettre en œuvre pour obtenir satisfaction. Le climat politique actuel fait dire à beaucoup qu'il faut montrer les dents, et pas que dans la presse.

Correspondant LO

## • Services des impôts

# La « mobilité professionnelle » ne passe pas

Depuis la première journée de grève de la Fonction publique, le 15 mai dernier, les agents des impôts parisiens sont mobilisés contre le projet de loi sur la mobilité professionnelle qui les vise.

Un nouveau rassemblement s'est tenu le jeudi 5 juin derrière l'Assemblée nationale à l'appel des syndicats des impôts parisiens. Les manifestants sont restés cantonnés sur une petite place, sans qu'un seul député vienne les rencontrer. La mobilisation était moindre que lors des actions précédentes, toutefois ils étaient optimistes sur le fait que d'autres agents se réserveraient pour la journée de grève du 10 juin avec l'ensemble de la Fonction publique.

Ce jour-là, les syndicats des impôts, principalement le SNUI et le SNADGI-CGT, ont organisé la venue des grévistes de province à Paris. Cette mani-

festation nationale des impôts a été une réussite et nous étions nombreux, provinciaux et parisiens, à nous retrouver ensemble devant le ministère des Finances.

Les assemblées générales d'après le 10 juin ont montré une certaine déception des agents, du fait de la faible participation des autres secteurs de la Fonction publique. Ce sentiment était encouragé d'une part par les commentaires des différents médias, qui parlaient le plus souvent de 5 % de grévistes bien que nous soyons 43 % en grève aux impôts, d'autre part par les déclarations du secrétaire national du syndicat de

l'enseignement FSU, qui donnait rendez-vous à la rentrée, sans parler de ce projet de loi sur la mobilité prévu pour fin juin à l'Assemblée.

Pourtant, ce projet est connu depuis février par les confédérations syndicales. Aux impôts, depuis mars, l'information syndicale sur ce sujet a trouvé des agents motivés pour s'y opposer, comprenant bien que les suppressions d'emplois pourraient, dans un avenir proche, se traduire par des licenciements !

Alors bien des agents sont convaincus qu'il faut continuer à mettre la pression sur le Parlement et le gouvernement, la discussion sur la loi ayant d'ailleurs été repoussée au 23 juin selon le syndicat UGFF-CGT.

Correspondant LO

## • Services financiers de La Poste – Paris

# Personnel maltraité, clients méprisés

Lors de sa création en janvier 2006, La Banque Postale a fait du crédit une priorité, avec comme objectif de gagner des parts de marché. À Paris, au centre des chèques postaux de Bourseul, le service qui traite les dossiers de prêts immobiliers compte 180 personnes. En deux ans, la charge de travail a augmenté de plus de 40 %.

En ce moment nous recevons 200 dossiers par jour au lieu de 100 en moyenne et il y a, de ce fait, un retard important.

Pour faire face à ce pic de production, la direction a décidé de n'ouvrir l'accueil téléphonique que trois heures par jour au lieu de six habituellement, ceci afin de traiter en priorité les dossiers qui arrivent.

Nous recevons presque 100 appels par jour mais, compte tenu de la plage horaire réduite et du peu de personnel affecté à l'accueil téléphonique, seuls 10 à 15 % de ces appels aboutissent.

Certaines personnes, qui doivent appeler des heures voire des jours durant, sont excédées. Quant au personnel, au bout d'une heure ou deux d'appels incessants de clients, il n'en peut plus, le stress et la tension montent et cela se ter-

mine parfois à l'infirmerie.

La direction voudrait se servir de nous qui devons subir sa politique d'économies à tout prix et dans tous les domaines, comme boucs émissaires vis-à-vis de ses clients qu'elle méprise. La semaine dernière, des réactions ont commencé à se faire entendre. Il faut dire que cela tombait au moment où la direction, sans complexe, rendait publique auprès de tout le personnel une étude faisant état de « l'hyper-stress » qui existait dans divers services à travers le pays. Du coup, du moins provisoirement, les responsables ont décidé du jour au lendemain de réouvrir six heures par jour au lieu de trois l'accueil téléphonique.

Mais de toute manière, trop c'est trop.

Correspondant LO

## • Chantiers navals Aker-Yards Saint-Nazaire

### Effets d'annonce

**Jeudi 12 juin, le gouvernement Fillon a annoncé à son de trompe l'achat par l'État français de 9 % du capital d'Aker-Yards France. Le communiqué de Matignon précise que cette opération vise à « sécuriser les intérêts stratégiques et industriels de la France ». Tout le petit monde politique et syndical local s'est empressé d'applaudir la nouvelle, unanimement jugée rassurante, avec des nuances plus ou moins marquées selon les degrés de proximité avec l'équipe Sarkozy. Il y a pourtant de quoi rester prudent.**

Il y a deux ans, le groupe Alstom – tout juste renfloué à fonds perdus par l'État français – vendait 75 % du capital de sa branche « Marine » (chantiers navals de Saint-Nazaire et de Lanester) au groupe norvégien Aker. Six mois plus tard, la vente par Aker de sa vingtaine de chantiers navals (regroupés dans Aker-Yards) à une nébuleuse de banques et fonds d'investissement européens et américains lui a permis de rafler la bagatelle de 600 millions d'euros. Les nouveaux actionnaires ont alors multiplié les opérations boursières tout aussi juteuses jusqu'à ce qu'une partie d'entre eux revendent en catimini leurs actions Aker-Yards au groupe coréen STX, qui est

alors devenu l'actionnaire principal (mais non majoritaire) de son ancien concurrent.

Il est à noter que, en ce qui concerne la droite et les milieux patronaux, chaque étape de ce Monopoly bourgeois a été également et successivement applaudie et présentée comme une garantie pour « l'avenir de la Navale ».

La gauche, elle aussi, a trouvé des motifs de satisfaction à toutes ces manœuvres qui témoigneraient, selon elle, de l'intérêt des investisseurs pour la construction navale nazairienne. Sauf en ce qui concerne l'arrivée des Coréens, soupçonnés de vouloir s'accaparer le savoir-faire local pour le déménager en Asie.

Toutes ces transactions

opaques se déroulent au-dessus de la tête des travailleurs et des populations alors que les salaires restent à la traîne et que même le renouvellement du matériel nécessaire à la construction de paquebots géants fait souvent défaut. Parmi les travailleurs, cette situation suscite un réel sentiment d'inquiétude pour l'avenir.

Aujourd'hui, c'est au tour de Sarkozy de se poser en sauveur, à sa manière, avec les effets d'annonce ou les coups de bluff qui le caractérisent. Ainsi, à l'issue de discussions avec le groupe STX, le gouvernement a fait savoir qu'ils s'étaient entendus et mutuellement promis amitié et fidélité. Fillon annonçait que l'État avait pris 9 % du capital des deux chantiers français du groupe Aker-Yards « pour quelques dizaines de millions d'euros ». Sauf que celui qui peut les vendre n'est pas STX, mais Aker-Yards qui a fait part de sa surprise et de son peu d'enthousiasme. Lagarde, ministre de l'Économie, ajoute quant à elle qu'avec les 25 %

d'Alstom cela constituera une « minorité de blocage » garantissant « 18 ans de protection aux chantiers de Saint-Nazaire ». Les promesses de ces gens-là n'engagent que ceux qui les écoutent !

Malgré tout, avec le climat d'inquiétude ambiant, nombre de travailleurs accueillent plutôt favorablement cette annonce. Et il est vrai que s'ils doivent demander des comptes, le gouvernement paraît plus accessible que la direction coréenne. Mais beaucoup n'ont évidemment aucune confiance en Sarkozy et se souviennent de ce que valent ses promesses, notamment celles faites aux travailleurs de Mittal à Gandrange. Certains

n'oublient pas que le fait que les chantiers aient été nationalisés à une époque n'a empêché ni les licenciements, ni la dégradation des conditions de travail.

Restent que tous les patrons différents et successifs croulent sous les bénéfices et que notre avenir dépendra surtout de notre capacité à imposer la préservation et l'amélioration des emplois, des conditions de travail et des salaires ; et aussi à imposer que les travailleurs puissent aller mettre leur nez dans les magouilles financières de ces grands groupes dont dépend l'avenir de régions entières.

Correspondant LO

## • Jarret-Structures Asnières (Hauts-de-Seine)

### Les salariés ripostent



Depuis lundi 16 juin, la quasi-totalité des salariés de Jarret-Structures sont en grève pour toucher une prime de départ suite au dépôt de bilan de l'entreprise.

Ce dépôt de bilan est artificiel et a été préparé par une direction qui, année après année, a vendu les secteurs les plus rentables de l'entreprise.

Mais le patron avait dit qu'il voulait l'entendre qu'il estimait avoir bientôt atteint l'âge de la retraite... comprenez : « l'entreprise s'arrêtera avec moi ».

Maintenant que l'essentiel est vendu et que les actionnaires (qui ont des intérêts dans bien d'autres secteurs...) ont retiré l'essentiel de leur capital, il n'y avait plus qu'à demander la liquidation judiciaire pour pouvoir licencier les 27 salariés restants à moindre coût !

Le tribunal de commerce a prononcé la mise en liquidation judiciaire, sans tenir compte des explications des salariés, mais il s'est indigné que nous ne soyons pas coopérants pour boucler les commandes, trouvant cela « intellectuellement choquant ».

La direction, elle aussi, a essayé de faire pression pour que les dernières commandes se réalisent. Elle rêve ! Si elle veut que ses dernières commandes se réalisent, qu'elle paye, et pas 1 000 ou 2 000 euros, comme elle a osé nous le proposer ; c'est une prime de départ de 10 000 euros chacun que nous voulons, seule condition pour que les commandes soient réalisées.

Correspondant LO

## • Dans un restaurant d'entreprise de Brest

### Les employés imposent le maintien de leurs avantages

**Les employés du restaurant d'entreprise chargé d'assurer les repas du personnel de Jabil et Alcatel viennent d'obtenir une petite victoire contre leur nouveau patron, le groupe Elior.**

Celui-ci voulait remettre en cause quelques-uns des avantages dont bénéficiaient les employés du restaurant, sous le prétexte que les autres employés du groupe Elior n'en bénéficiaient pas. Les employés ne pouvaient être déplacés qu'à Brest. Ils bénéficiaient de cinq jours de congés payés pour cause d'enfant malade et, suite à un accord de subrogation avec la Sécurité sociale, ils étaient payés directement par l'entreprise en cas de congé maladie. Avec Elior, ils perdaient les jours pour enfant malade, le bénéfice de la subrogation et se voyaient imposer une mobilité dans tout le Finistère.

D'emblée, en avril, cinq employés sur sept avaient refusé de signer le contrat proposé par Elior. Devant l'obstination de leur nouveau patron à remettre en cause leurs acquis, ils ont décidé, à compter du mercredi 28 mai, de débrayer chaque jour au moment des repas. Ils ont aussitôt fait signer aux employés de Jabil et Alcatel une pétition qui a recueilli 286 signatures sur 330 repas servis. L'accueil des employés de Jabil et Alcatel était bon et, spontanément, dès le début une partie d'entre eux ont boycotté le restaurant en signe de soutien.

Dans un premier temps, la direction du restaurant a joué l'indifférence et a fait appel à des remplaçants pour assurer les repas. Mais le jeudi 6 juin les syndicats de Jabil et Alcatel ont invité tout le personnel à boycotter le restaurant. Ce boycott a été massivement suivi puisque

seuls 86 repas ont été servis. Aussitôt, la direction d'Elior faisait savoir qu'elle était prête à céder.

Le travail a repris le lendemain et, le lundi 10 juin, les employés du restaurant obtenaient la confirmation du maintien de leur clause de mobilité limitée à Brest et de leurs cinq jours de congés pour enfant malade. À défaut de la subrogation, ils avaient l'engagement que la direction se chargerait d'aider les personnes en difficulté financière suite à tout retard dans le versement des indemnités de congé maladie. De plus, ils obtenaient le paiement intégral des heures de grève.

De quoi encourager les autres personnels du groupe Elior à exiger la même chose.

Correspondant LO

# À quoi sert l'armée française ?

**D'après le nouveau projet militaire, l'armée de terre doit être capable de déployer 30 000 hommes très rapidement sur un « théâtre extérieur », tout en gardant 10 000 soldats sur le pied de guerre en France pour répondre à une « crise majeure ».**

Manifestement l'État n'envisage plus depuis longtemps que le territoire soit envahi par des « féroces soldats qui viennent », etc. D'ailleurs 10 000 fantassins c'est insuffisant pour ramasser les poubelles en cas de grève générale comme en Mai 68. Alors à quoi peuvent-ils servir d'autre qu'à aider la police ?

L'emploi des 30 000 soldats à l'extérieur est moins mystérieux. Demain comme aujourd'hui ils iront au Tchad, en Côte-d'Ivoire ou ailleurs, soutenir les dictatures amies de l'État et des patrons français. Simple-

ment, avec le nouveau programme, ils seront mieux armés et mieux équipés et pourront assassiner avec moins de risques encore des « rebelles » mal armés ou des populations désarmées. L'armée va par exemple être dotée d'un véhicule blindé de transport de troupes, capable de traverser sans dommage une ville « hostile », à l'exemple de ceux qui équiperont l'armée américaine en Irak et dont l'efficacité reste encore à prouver.

L'armée de l'air est également utilisée contre les « rebellions », en Afghanistan et en Côte-d'Ivoire

notamment. Mais les 300 chasseurs qu'elle entretient, quand ils ne restent pas au sol, servent surtout de représentants de commerce pour leur fabricant, Dassault. Pour l'instant seule la France

en a acheté, mais sait-on jamais...

La marine, qui s'est récemment illustrée contre les pirates de la mer Rouge, porte plus particulièrement les intérêts du groupe Thales,

spécialiste des radars et autres systèmes électroniques et récent acquéreur d'un gros morceau des chantiers de construction navale militaire.

Les blindés sont un peu délaissés. Pourtant la diplomatie française avait tout fait pour que le contingent français engagé pour « sécuriser » le Liban soit doté de chars Leclerc. Il fallait en effet faire une démonstration de ses capacités, car bien peu d'armées en ont acheté à ce jour.

Bref, comme toute entreprise capitaliste un peu à la mode, l'armée se resserre sur son cœur de métier : faire régner l'ordre dans les ex-colonies et remplir les caisses des marchands de canons.

Paul GALOIS



## Les dépenses militaires ne connaissent pas la crise

**Les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 6 % en 2007 et de 45 % en dix ans, selon le rapport annuel de l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (Sipri) publié lundi 9 juin.**

Les pays impérialistes sont de loin les plus dépensiers, car ils financent leurs nombreuses interventions armées dans le monde. 1 339 milliards de dollars (851 milliards d'euros) ont été dépensés dans le monde en 2007, une somme qui équivaut à 202 dollars (128,4 euros) par personne. 45 % de cette somme ont été dépensés par les États-Unis. Le Sipri relève que l'augmentation des dépenses militaires des États-Unis a atteint en 2007 un niveau supérieur à celui connu lors de la Seconde Guerre mondiale, « principalement en raison des opérations militaires en Afghanistan et en Irak, mais aussi en raison de l'accroissement du budget défense de base ».

Après les États-Unis, se place la Grande-Bretagne, avec des dépenses militaires de 59,7 milliards de dollars.

La France n'est pas loin, avec 53,6 milliards de dollars. En France, en avril dernier, le ministère de la Défense prévoyait de doubler la part du budget militaire consacrée aux opérations militaires extérieures, au Liban, en Côte d'Ivoire, au Tchad et en Afghanistan, pour parvenir à la coquette somme de 850 millions d'euros.

Ces augmentations des dépenses militaires signifient bien en effet une augmentation des conflits armés à travers le monde : 14 « grands conflits armés » ont été recensés en 2007 par le Sipri, dont l'Irak et l'Afghanistan déjà cités, ainsi que 61 « opérations de paix » qui évidemment ne la ramènent jamais.

Ceux qui souffrent de cette recrudescence de conflits armés sont bien entendu en premier lieu les

peuples des pays en guerre. Mais le reste de la population de la planète en pâtit également, du fait qu'une part importante de la richesse produite est investie dans le domaine militaire, et pas dans l'éducation ou la santé. Ainsi, alors que 2,5 % du PIB mondial, c'est-à-dire 2,5 % de la richesse produite dans le monde, sert à faire la guerre et à enrichir les industriels de l'armement, seul 1,3 % du même PIB mondial est consacré à l'enseignement primaire.

Ceux qui se frottent les mains sont les cent principaux fabricants mondiaux d'armes, parmi lesquels se trouvent les multinationales américaines enrichies dans la guerre en Irak telles Raytheon, General Dynamics ou encore Lockheed Martin et Boeing. Pour la France, ce sont par exemple Thales ou Dassault. Et pour cause, leurs ventes ont augmenté de 9 % et leurs profits de bien plus !

Aline RETESSE

## • Programme militaire

# Moins de bière, plus de champagne

**La course aux économies des deniers publics toucherait donc désormais l'armée. C'est du moins ce que le gouvernement tente de faire croire en présentant sa nouvelle loi de programmation militaire pour les prochaines années.**

Pourtant le budget global de la Défense restera le même, augmentant au rythme de l'inflation et même la dépassant à partir de 2011, pour un montant total prévu de 377 milliards entre 2009 et 2020. C'est la répartition entre les différents postes du budget qui va changer. Les effectifs vont diminuer de 54 000, sur 320 000 actuellement, avec les fermetures de sites et les diminutions de budget que cela entraîne. La décision de construire un deuxième porte-avions est remise à plus tard. En revanche tous les budgets concernant les matériels de pointe, de l'aviation aux sous-marins, sont maintenus.

Le secteur qui profite de ces économies est le renseignement, en particulier le spatial militaire qui voit ses crédits annuels passer de 380 à 700 millions d'euros. L'armée veut des systèmes

qui permettent de déterminer l'emplacement exact d'une chèvre ou plutôt d'un rebelle dans le désert tchadien. Le programme de satellites Helios, construit par EADS et lancé par ArianeSpace, deux sociétés sous la coupe de Lagardère, va donc être renforcé.

Les flots d'éloquence sur les « nouveaux périls », les « terrorisme », les « missions de l'armée », etc. cachent mal que cette réorganisation budgétaire consiste à remplacer des fantassins par des satellites. C'est-à-dire à faire passer la manne militaire correspondante des poches des bistrotiers des villes de garnison dans celles de Lagardère et à doter l'armée française de moyens d'intervention plus efficaces pour défendre les intérêts de l'impérialisme français aux quatre coins du monde.

P. G.